

Association Sasakawa pour l'Afrique
et Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2015



« *Nourrir l'avenir* »



À propos de la SAA et de SAFE

L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) concentre ses activités sur quatre programmes-pays en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Cogéré à l'origine par le Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis) sous la tutelle de la SAA, Sasakawa Global 2000 a permis à l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, et ses conseillers d'élaborer, conformément aux objectifs du programme, des orientations politiques à l'intention des dirigeants nationaux. Le financement de la SAA est principalement assuré par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

Fondée en 1986 par Ryoichi Sasakawa, Norman E Borlaug et le président Carter, la SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.



Une visite à la parcelle de soja d'une démonstration par bon destinée aux femmes (WAD) dans l'État de Kano

Conseil d'administration de la SAA

(au mois de décembre 2015)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Présidente

Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire

Jiro Hanyu, Japon

Katsumi Hirano, Japon

Masaaki Miyamoto, Japon

Shuichi Ohno, Japon

Amit Roy, Inde

Nicéphore D. Soglo, Bénin

Fondateurs de la SAA

Ryoichi Sasakawa

Norman E. Borlaug

Président Jimmy Carter

Page de couverture :

Célébration du succès d'une coopérative laitière en Éthiopie

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction

Masaaki Miyamoto, Japon, Directeur exécutif

Juliana Rwelamira, Tanzanie, Directrice générale de la SAA

Deola Naibakelao, Tchad, Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur

Bidjokazo Fofana, France, Directeur thématique, Amélioration de la productivité agricole

Leonides Halos-Kim, Philippines, Directrice thématique, Systèmes post-récolte et agro-industrie

Kebba Ngumba Sim, Gambie, Directeur thématique, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Abou Berthe, Directeur national – Mali

Aberra Debelo, Directeur national – Éthiopie

Sani Miko, Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale, Directrice nationale – Ouganda

Antoine Aoga, Chargé de programme régional – Systèmes post-récolte et agro-industrie

Keffing Sissoko, Mali, Regional Program Officer PPP & Market Access

Shushan Negussie, Responsable administrative régionale, Éthiopie

Asnakech Sisay, Responsable financière régionale, Éthiopie

Maki Seki, Chargée de programme, Japon

Sayako Tokusue, Chargée de programme, Japon

Chizu Nakamoto, Coordinatrice du projet K+S Kali, Ouganda

Jinri Takada, Chargée de programme adjointe, Japon

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Nigéria

Assa Kanté, Mali

Jeff Mutimba, Zimbabwe

Rapport de la Présidente

Tendre la main aux agriculteurs

Alors que nous approchons la fin de la période couverte par notre Plan stratégique (2012-16), je vous invite à lire ces comptes rendus thématiques et nationaux qui nous viennent du terrain. Je pense que vous serez frappé par le nombre extraordinaire de petits producteurs que nous avons touchés dans nos quatre pays phares – Éthiopie, Mali, Nigéria et Ouganda – pas seulement avec la SAA mais aussi grâce à SAFE, où près de 6.000 vulgarisateurs de milieu de carrière ont été diplômés ou vont décrocher un diplôme délivré par 23 universités et établissements d'enseignement supérieur dans neuf pays d'Afrique, à savoir le Ghana, la Tanzanie, le Bénin, le Burkina Faso et le Malawi, en plus de nos quatre pays phares.

Il ne s'agit pas simplement de liens ténus avec les exploitants dans nos différents programmes mais bien d'une formation approfondie qui renforce tous les secteurs de la précieuse chaîne de valeurs agricole, en sensibilisant les producteurs au fait que l'agriculture, même si c'est un métier difficile, peut apporter un revenu décent et améliorer les moyens d'existence. Nos équipes travaillent sur le terrain, aux côtés des vulgarisateurs et des agriculteurs. Elles n'ont pas peur de se salir les mains. Mais notre premier partenaire est le ministère de l'Agriculture dans chaque pays où nous travaillons, car nous devons compter sur un système public de vulgarisation performant pour élargir ce qui s'est révélé favorable aux petits producteurs.

La même chose vaut pour SAFE au niveau académique. Grâce à nos stages supervisés en entreprise (SEP), qui font partie

intégrante du programme de licence, l'écart entre la théorie et la pratique se resserre. Les vulgarisateurs, qui travaillent pour obtenir leur diplôme, passent des mois sur le terrain avec les agriculteurs, en évaluant leurs besoins en matière de vulgarisation – avant de les mettre en pratique.

C'est ainsi que notre aptitude à influencer les vies de tant de personnes devient un outil précieux que, d'après moi, peu de ONG peuvent égaler. Et cela veut dire que nous sommes bien placés pour aider les agriculteurs et les vulgarisateurs à confronter et à résoudre nombre des défis auxquels ils doivent faire face dans un environnement en pleine mutation.

L'un d'entre eux, bien entendu, n'est autre que le changement climatique qui affecte désormais notre continent et qui fait que les cultures, les pâturages, les arbres et le bétail dépérissent sous le stress des conditions extrêmes du climat. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sont donc des sujets cruciaux qui doivent être abordés en priorité par les gouvernements, en travaillant aux côtés des communautés et des groupements agricoles.

Ceci laisse augurer d'un avenir incertain pour les exploitants africains, à mesure que l'essor démographique et une production agricole stationnaire exercent des pressions sur des ressources publiques précaires. Entre 2010 et 2050, le nombre de jeunes en Afrique devrait plus que doubler, passant de 126 à 265 millions. Le chômage des jeunes est aussi intolérablement élevé tandis qu'ils continuent de déferler sur les villes africaines. Ce



Ruth Oniang'o rend visite à des membres de la Coopérative moderne irriguée de Kulgize Birhan dans le district d'Almata Raya, région du Tigré en Éthiopie

Rapport de la Présidente

Tendre la main aux agriculteurs

constat doit être l'une des préoccupations les plus graves pour les leaders africains.

Toutefois, les défis engendrent généralement des opportunités. Comme le signale le Panel de Montpellier, un groupe d'experts africains et européens axé sur la sécurité alimentaire dont je suis membre, « l'essor de la population urbaine et des classes moyennes exige une meilleure nutrition, des aliments transformés et variés, ce qui engendre de nouveaux emplois et des opportunités entrepreneuriales pour les ménages agricoles, les communautés rurales et les jeunes grâce à une expansion le long de la chaîne de valeurs agro-industrielle africaine ».

Un bon exemple concerne l'impact qu'exerce notre équipe de vulgarisation de la thématique 2 (Systèmes post-récolte et agro-industrie – PRAD) et l'élan qu'elle donne aux groupements de femmes en particulier. La photo de couverture de ce rapport montre un tel groupement auquel nous avons rendu visite en Éthiopie en 2015 et qui gère une unité de transformation de beurre, de fromage et de yaourts couronnée de succès. Ces femmes sont fières de dire que leur vie est transformée, que leur niveau de vie augmente et que leurs enfants peuvent aller à l'école pour accéder à un avenir plus rose. Ces activités sont reproduites par PRAI dans nos quatre pays phares. De fait, la qualité de leurs produits est maintenant suffisamment bonne pour qu'ils trouvent leur place dans les supermarchés d'une capitale comme Addis-Abeba. C'est un immense pas en avant.

L'une des déclarations les plus importantes de l'Union Africaine ces dernières années en matière d'agriculture africaine a été la Déclaration de Malabo pour accélérer la croissance et la transformation des produits agricoles en vue d'une prospérité partagée et de meilleurs moyens d'existence – avec une série de nouveaux objectifs affichant une approche plus ciblée pour atteindre la vision agricole du continent en faveur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

La Déclaration de Malabo a été le thème central d'une conférence internationale organisée par PRAI à l'Université d'Hawassa en Éthiopie en juin dernier. La conférence – inaugurée par le ministre d'État éthiopien en charge de l'Agriculture, Hon. Wondirad Mandefro – a reconnu que « l'organisation des femmes en groupements a été un outil très puissant pour accomplir ces tâches et tirer des bénéfices de leurs activités de transformation jadis si lourdes à gérer ».

Prof. Hon. Ruth K. Oniang'o
Présidente de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, lors d'un discours à l'Université Makerere en juillet 2014



La Direction suisse du développement et de la coopération ainsi que le Programme alimentaire mondial ont également contribué à parrainer l'événement.

L'autonomisation des groupements de femmes restera certainement un objectif de PRAI et de la SAA tandis que nous nous tournons vers l'avenir pour relever les défis passionnants qui nous attendent. L'an prochain, 2016, marquera un autre anniversaire jalon – notre 30^e – lorsque nous prendrons acte de la vision et du courage de nos fondateurs il y a tant d'années. Nous avons besoin de saisir cette occasion à bras le corps pour nous concentrer sur nos cibles prioritaires, nos agricultrices et nos jeunes producteurs, afin de promouvoir des opportunités pour développer notre agriculture, nourrir nos peuples et améliorer la nutrition. Je pense que nous sommes bien partis pour y parvenir.

Enfin, j'aimerais remercier notre infatigable directeur exécutif, Masaaki (Aki) Miyamoto, et ses collègues à Tokyo, qui appuient avec tant d'efficacité nos programmes en Afrique, à mes co-administrateurs pour leur sagesse et leur soutien, à notre directrice générale, Juliana Rwelamira, et à son équipe assidue – et enfin aux producteurs sur le terrain, plus de 400.000 d'entre eux, qui représentent notre foi en l'avenir.

« La photo de couverture de ce rapport montre un tel groupement auquel nous avons rendu visite en Éthiopie qui gère une unité de transformation de beurre, de fromage et de yaourts couronnée de succès. Ces femmes sont fières de dire que leur vie est transformée. »

Prof. Ruth Oniang'o est diplômée kényane de l'Université de l'État de Washington à Pullman et de l'Université de Nairobi. Elle a enseigné dans des universités kényanes et est professeure associée à la Tufts University dans le Massachusetts. Elle a été le fer de lance de la politique du Kenya en matière d'alimentation et de nutrition qu'elle a menée à bien ; elle a facilité la mise en place de services de nutrition en Afrique et a donné plus de poids à ces questions sur la scène internationale. Elle a siégé au parlement kényan ; créé Rural Outreach Africa au service des petites agricultrices et fondé l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development pour mettre en exergue les enjeux africains. Elle est Présidente du conseil de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, reprenant vaillamment le flambeau de leur cofondateur, feu Norman Borlaug, qui fut Président de la SAA et de SAFE.

En 2014, le prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par l'International Food and Agribusiness Management Association (IFAMA) et elle est vice-présidente du Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR). Elle a récemment été invitée à rejoindre le Conseil du Centre for Agriculture and Biosciences International (CABI), dont le siège se trouve près de Wallingford dans le comté d'Oxford au Royaume-Uni.

Rapport de gestion 2015 de la Directrice générale de la SAA

L'équipe de la SAA s'est concentrée sur la mise en œuvre des activités énoncées dans le Plan stratégique de 2012-2016. Les détails de la mise en œuvre des programmes sont fournis dans les sections thématiques qui suivent.

Jusqu'à la fin de 2015, notre programme SG 2000 Éthiopie a déployé sept projets, le nombre le plus élevé ayant jamais été entrepris simultanément dans un même pays, avec le concours financier de la Nippon Foundation (NF), de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG), du programme *Promoting Crop Diversification and Advanced Technology* (PCDAT) [Promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées] au Tigré (JPP2), *Nutrition Maize for Ethiopia* (NuME) [Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie], le Programme alimentaire mondial (PAM-P4P), Digital Green et *Purdue Improved Crop Storage Bags* (PICS) [Sacs de stockage amélioré pour les récoltes développés par l'Université Purdue]. Toutefois, trois des projets (FBMG, PAM-P4P et JPP2) ont été suspendus. Par conséquent, en 2016, SG 2000 Éthiopie mettra en œuvre quatre projets (NF, NuME, Digital Green et PICS ainsi que le *Large-Scale Popularization of Potassium Fertilizer use in Ethiopia* [Popularisation à grande échelle de l'utilisation d'engrais au potassium en Éthiopie]. Cette réduction du nombre de projets a des implications pour la trésorerie de la SAA et, de fait, sur le personnel de projet dont certains membres ont été contraints de partir.

Activités

- À la mi-mars 2015, une délégation, dirigée par notre présidente de la SAA/SAFE, s'est rendue à Nairobi dans le cadre d'une visite de courtoisie à la nouvelle Présidente-directrice-générale de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Agnes Kalibata. La réunion a été cordiale mais sans engagement, car l'AGRA faisait l'objet d'une restructuration à l'époque. Néanmoins, nous ne manquerons pas de reprendre contact avec ce niveau hiérarchique de l'AGRA car les deux organisations reconnaissent pleinement l'importance des petits producteurs en Afrique et du besoin de les épauler.
- L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) et le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE), en partenariat avec le ministère fédéral de l'Éthiopie en charge d'Agriculture-Éthiopie, ont organisé et accueilli une conférence internationale sur la vulgarisation dans les systèmes post-récolte et agro-industriels à Hawassa, en Éthiopie du 24 au 26 juin. La conférence avait pour thème : « **Les pratiques durables post-récolte et agro-industrielles piloteront la transformation agricole en Afrique** ». Notre thématique 2 (PRAI) a dirigé la planification et l'organisation de la conférence. Parmi les autres partenaires en Éthiopie ayant participé à l'organisation de la conférence figuraient le Programme alimentaire mondial (PAM), la Direction suisse de développement et de coopération (DDC), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et GrainPro (Afrique). Cent-soixante délégués du pays d'accueil, l'Éthiopie, et d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs ont participé à la conférence. Elle a réuni des parties prenantes du développement agricole pour se pencher et interagir

La vision, la mission et les buts stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique rurale où la sécurité alimentaire est meilleure et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères.

Mission de la SAA

Transformer les services consultatifs africains de vulgarisation dans les pays partenaires pour faire en sorte qu'ils garantissent une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et une participation plus rentable aux activités commerciales le long de la chaîne de valeurs, tout en respectant les ressources naturelles.

Buts stratégiques de la SAA

1. Établir des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources et celles qui ont de faibles niveaux de performances techniques, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.
2. Permettre aux petits exploitants de capturer une plus grosse proportion des avantages économiques inhérents aux chaînes de valeurs des denrées agricoles.
3. Créer des partenariats public-privé qui soutiennent financièrement la prestation de services de vulgarisation pour un développement agricole optimisé des petits exploitants et qui renforcent l'accès à un marché rentable.
4. Consolider les systèmes de vulgarisation agricole par le renforcement des capacités des professionnels de la vulgarisation et des petits exploitants afin d'accélérer la productivité agricole et de créditer davantage de chaînes de valeurs compétitives.
5. Établir des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un changement des technologies et des approches, améliorent l'efficacité et les impacts et communiquent des leçons et des bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur la preuve.

sur divers moyens d'adopter et d'élargir les bonnes pratiques, avec l'appui des politiques et des infrastructures nécessaires, pour stimuler la transformation agricole en Afrique. La conférence a connu un succès retentissant.

- Du 21 au 23 octobre, en ma qualité de directrice générale, j'ai représenté la SAA à la conférence Nourrir l'Afrique, à Dakar au Sénégal, organisée par la Banque africaine de développement sous les auspices de son nouveau Président, Akinwumi Adesina. La conférence avait pour thème « Un plan d'action pour la transformation agricole de l'Afrique ». J'ai été la principale intervenante sur le thème « **Renforcement des organisations paysannes** » et j'ai présenté un article à ce sujet.

Mise en œuvre des programmes

Vue d'ensemble

Dans nos quatre pays phares, les conditions climatiques n'ont pas été propices à une bonne campagne agricole. En Ouganda, les pluies ont commencé à la mi-mars ; en Éthiopie les précipitations ont été régulières en certains points du pays (le sud et le centre) mais, dans certains *woredas* (districts), les producteurs ne pouvaient toujours pas réaliser leurs semis en raison d'un manque d'humidité du sol. Au Mali, après une arrivée précoce, les pluies se sont brusquement interrompues de sorte que les agriculteurs ayant tardé à faire leurs semis ont dû replanter leurs champs. De même, au Nigéria, les pluies ont été instables avec des périodes de sécheresse.

Les quatre thématiques (T1, T2, T3 et T5) dans les quatre pays phares ont fait de gros efforts en 2015 pour atteindre leurs objectifs. Dans certains cas, la cadence de travail a été fixée par les demandes de renseignement de notre Conseil d'administration qui ont débouché sur une révision du Plan stratégique 2012-2016 au cours de 2014 et sur une partie de 2015. L'examen a englobé une refonte totale des objectifs de la thématique 3 et des activités pour les rendre plus ciblées ; ainsi qu'une réduction ou une modification des objectifs spécifiques des thématiques 1, 2 et 5. Toutes les thématiques ont commencé à mettre en œuvre les révisions dès 2015.

Produits atteints

Si l'on considère les produits atteints pour la période de 2012 à septembre 2015, par rapport aux cibles prévues pour la totalité de la durée du Plan stratégique (2012-2016), dans plus de trois quarts des objectifs fixés, la progression a dépassé les attentes. Je suis donc convaincue que, d'ici la fin du Plan stratégique en 2016, la plupart des cibles, sinon toutes, auront été atteintes.

Toutefois, l'impact réel, en termes et en chiffres concrets, devra être déterminé par une évaluation systématique à la fin de la période couverte par le Plan. Indépendamment des

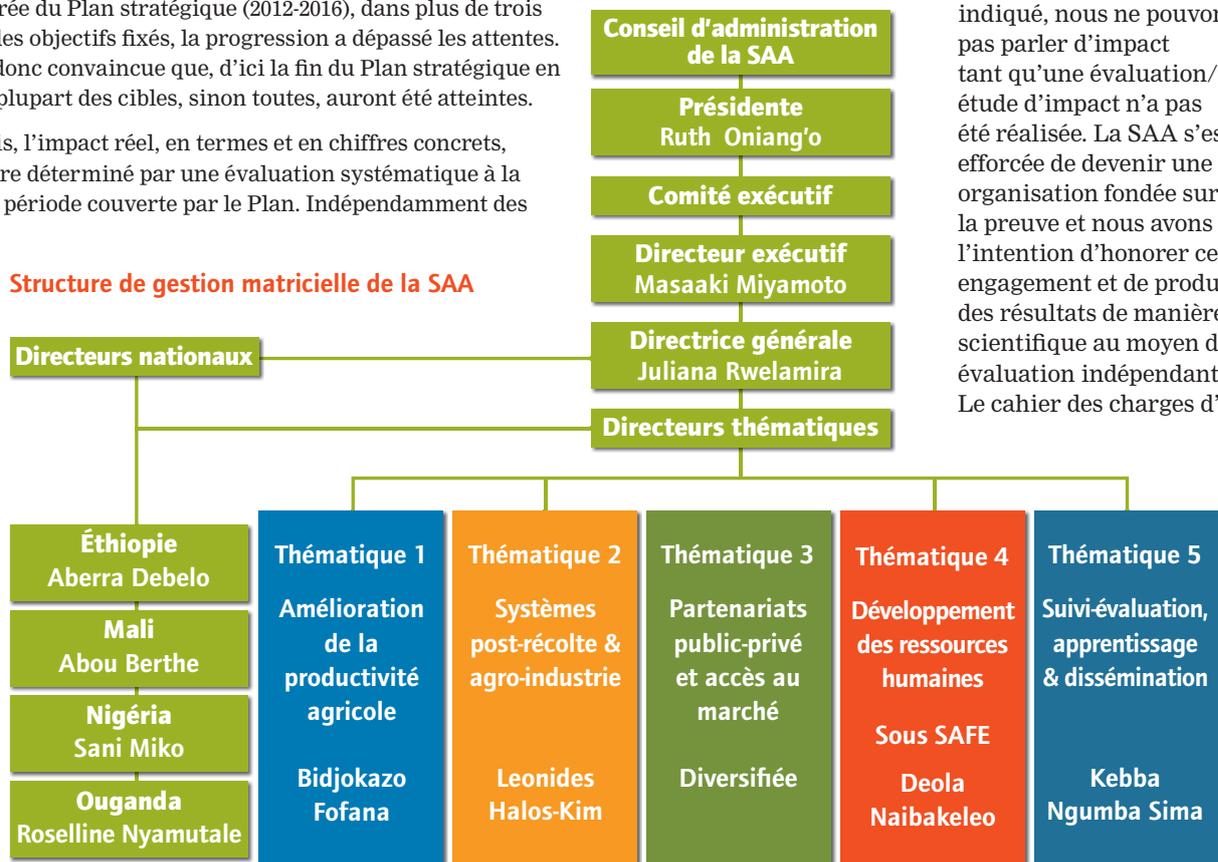
éléments ci-dessus, comme on peut le constater sur la base du suivi, des archives de surveillance et du dialogue avec les agriculteurs, les agents de vulgarisation et nos partenaires de développement, les rendements des cultures ont plus que doublé dans certaines régions où nous travaillons et la qualité des produits a nettement augmenté. Par ailleurs, la fourniture de services privés, notamment en matière de battage, de décorticage et de broyage, a été introduite et des innovations ont été adoptées.

Je suis très fière des progrès que nous avons faits auprès des agricultrices – comme le montrera une étude attentive des pages suivantes de ce rapport. Les agricultrices, tout particulièrement au Nigéria et au Mali, ont été touchées – sachant que, dans certaines communautés, il était tabou de demander à des femmes de pratiquer l'agriculture et de recevoir la visite de vulgarisateurs masculins. Il s'agissait presque d'une conspiration des hommes contre les femmes, que la SAA a finalement réussi à rompre.

Dans chacun des quatre pays, il existe des groupements de producteurs qui ont été accompagnés par la SAA/SAFE pour s'organiser en réseau et se rapprocher des marchés afin de devenir très visibles. Nombre d'entre eux se sont enregistrés comme organisation paysanne d'une forme ou d'une autre. Ils se regroupent pour acheter des intrants en vrac et commercialiser leurs produits, et certains ont même créé des activités d'épargne et de crédit pour leurs membres. Ils deviennent économiquement durables.

Néanmoins, comme indiqué, nous ne pouvons pas parler d'impact tant qu'une évaluation/étude d'impact n'a pas été réalisée. La SAA s'est efforcée de devenir une organisation fondée sur la preuve et nous avons l'intention d'honorer cet engagement et de produire des résultats de manière scientifique au moyen d'une évaluation indépendante. Le cahier des charges d'une

Structure de gestion matricielle de la SAA





Formation en techniques agro-industrielles dans le district de Dokolo en Ouganda

évaluation externe de la mise en œuvre du Plan stratégique 2012-2016 a été finalisé et le recrutement des évaluateurs en est déjà à un stade avancé.

Administration et questions de personnel

Le personnel de la SAA a augmenté au cours des quatre années ou presque de la mise en œuvre du Plan stratégique, passant d'un total de 50 employés avec cinq pour cent seulement du personnel qui était des femmes en 2011, à 150 employés, comptant plus de 35 % de femmes professionnelles en 2015. Le taux élevé de personnel féminin permet de toucher un plus grand nombre d'agricultrices sur la chaîne de valeurs.

Mais les gens vont et viennent. En décembre 2014, deux directeurs thématiques (APA-T1 & SEA&D-T5) ont quitté l'organisation. Il a fallu du temps pour identifier des professionnels ayant les qualifications et l'expérience requises pour occuper ces fonctions. Toutefois, nous sommes parvenus à remplir les vacances de poste en novembre 2015.

À d'autres niveaux, la direction de la SAA/SAFE a recruté un responsable et un responsable adjoint de la communication en mai 2015. Ils sont basés dans le bureau régional d'Addis-Abeba. On compte sur notre nouvelle équipe chargée des communications pour s'occuper de tous les aspects de la communication au nom de la SAA et de SAFE, y compris les quatre pays phares. Toutefois, leur travaux seront guidés et/ou épaulés par Raitt Orr & Associates au Royaume-Uni, dirigé par M. Patrick Orr, qui gère les communications de la SAA/SAFE depuis bien des années.

Le recrutement du personnel national s'est poursuivi afin de remplir rapidement tous les postes dictés par les projets phares et additionnels pour que les projets puissent commencer sans

tarder. En Éthiopie, quatre chargés de programme ont été recrutés pour les projets Digital Green et Purdue – PICS. Le Mali a recruté un remplaçant au poste de chargé de programme sur les organisations paysannes en juillet 2015. Ni le Nigéria ni l'Ouganda n'ont recruté de nouveaux membres du personnel en 2015. Le ratio entre le nombre de femmes et d'hommes est variable d'un pays à l'autre, mais globalement, il a affiché une augmentation de 1,5 % (en faveur des femmes) en 2015.

Le développement et la croissance du personnel continuent d'être appuyés par la Bourse Norman Borlaug et par des projets phares additionnels, qui fournissent un soutien financier à court, moyen et long termes à des fins d'études universitaires et de développement. Au Nigéria, un membre du personnel a achevé son doctorat (PhD) ; un autre, en Ouganda, a presque terminé et un membre du personnel au Mali a décroché une maîtrise en économie agricole. De telles opportunités de formation et de nombreux stages de courte durée, conférences et ateliers, ont relevé la confiance et l'estime des boursiers, qui ont aussi amélioré l'efficacité de leurs travaux. Ils ont élargi leurs réseaux d'activités, ce qui constitue un autre avantage pour la SAA-SAFE.



Directrice générale de la SAA,
Juliana Rwelamira

THÉMATIQUE 1

Amélioration de la productivité agricole

Gestion et stratégie en matière d'interventions technologiques

L'objectif de la thématique amélioration de la productivité agricole (APA) est d'accroître la productivité agricole et de renforcer les capacités et les compétences des agriculteurs et des systèmes nationaux de vulgarisation. La stratégie en matière d'interventions technologiques de la thématique APA se concentre sur l'établissement de simples plateformes d'apprentissage agricole (PAA) pour illustrer des technologies types et rentables de production qui améliorent la productivité des petites exploitations familiales, notamment celles des femmes pauvres en ressources et des agriculteurs vulnérables exploitant des systèmes cultureux dans des écologies fragiles sujettes à des sécheresses.

Les PAA visent la mise en place de démonstrations qui illustrent la performance de plusieurs options technologiques (TOP), des démonstrations subventionnées qui sont spécialement destinées aux femmes (WAD), des parcelles tests de production (PTP) et de démonstrations communautaires de nouvelles variétés (CVP).

Ces parcelles de démonstration sont utilisées par le personnel de la thématique 1 pour exposer et déployer des technologies de production prometteuses, construire et renforcer les capacités et les compétences des petits producteurs autour des démonstrations, et familiariser les vulgarisateurs avec des modèles de conseil agricole novateurs et efficaces pour des services performants en vulgarisation.

Les trois principaux éléments d'une PAA sont :

1. Organiser des réunions d'évaluation des besoins et de restitution avec les petits exploitants participants et les vulgarisateurs avant le début des campagnes agricoles ;
2. Réaliser des démonstrations sur le terrain mettant en œuvre des technologies prometteuses dans les champs des agriculteurs en guise d'outils d'apprentissage de groupe pour les petits exploitants et les prestataires nationaux de services de vulgarisation partenaires ;
3. Mettre en œuvre des séances de formation à l'intention des vulgarisateurs et des agriculteurs au moins trois à cinq fois par cycle végétatif.

En 2015, la thématique APA a consolidé son programme d'intervention et élargi son portefeuille à travers des projets phares supplémentaires (Tableau 1). Un nouveau Directeur de la Thématique APA a été recruté, et d'autres personnels d'appui permanent et des consultants à court terme étaient engagés en Éthiopie, en Ouganda et au Nigéria pour épauler et gérer la lourde charge de travail associée au portefeuille d'activités en pleine expansion.

Mise en œuvre de plateformes d'apprentissage agricole, contraintes, acquis et succès

En 2015, certaines régions ont connu des vagues de sécheresse, des inondations ou arrêts inhabituels brusque des pluies. Cela s'est traduit par un début tardif des activités, des démonstrations différées et des rendements faibles dans certaines zones, en particulier en Éthiopie et au Nigéria.

La situation sociopolitique instable dans le nord du Mali, en raison d'une reprise des hostilités, et le non-déblocage des fonds du MFADR au Nigéria ont négativement influencé l'achat et la distribution d'intrants agricoles, ralentissant ainsi l'établissement des PAA et la mise en œuvre des



Agriculteurs hôtes d'une parcelle de démonstration de millet

formations destinées aux petites exploitations familiales et aux vulgarisateurs.

Des évaluations participatives des besoins ont été réalisées dans le cadre du processus d'entrée communautaire dans 19 communes réparties dans neuf districts en Ouganda, 36 villages au Mali, de nouvelles communautés au Nigéria et 21 kebeles (sous-districts) en Éthiopie. Des agriculteurs et des animateurs communautaires ont été sélectionnés pour participer aux activités des PAA. Des cultures prioritaires, des technologies prometteuses, des méthodes efficaces de gestion des récoltes, ainsi que le manque de connaissances et les besoins de formation relatives, ont été identifiés en consultation avec les agriculteurs et les vulgarisateurs. Des plans de formation détaillés ont ainsi pu être préparés et déployés en conséquence.

Des formations préalables, à mi-parcours et en fin de campagne ont été réalisées, ainsi que des achats publics d'intrants et l'établissement de PAA. En tout, 90.000 vulgarisateurs, animateurs communautaires, décideurs locaux et leaders d'opinion ont été formés sur les principes fondamentaux d'une PAA et aux modèles de vulgarisation innovants afin de freiner l'affaiblissement des réseaux de vulgarisation nationaux partenaires et pour remédier au changement constant de personnel et au manque de fiabilité des vulgarisateurs directement impliqués dans la mise en œuvre des PAA (Tableau 1).

Des PAA ont été mises en place et des intrants agricoles (semences de qualité, engrais et pesticides) acquis conformément au plan. L'accès limité des agriculteurs aux intrants de qualité, en raison des faibles relations commerciales entre les petits producteurs et les fournisseurs d'intrants, a longtemps été une entrave à l'adoption des technologies. Néanmoins, les équipes ont pu acquérir des intrants et les distribuer aux prestataires de services de vulgarisation partenaires pour réaliser des démonstrations de terrain comme prévu.

En tout, 549 TOP, 1602 WAD, 151 CVP et 12678 PTP ont été mis en œuvre. Les équipes ont testé d'autres technologies prometteuses, telles que la prégermination des graines, les parcelles de multiplication des semences et le maïs à forte teneur en protéines (QPM).

Les rendements agricoles dans les PAA ont été supérieurs à ceux obtenus avec les pratiques culturelles préconisées au niveau national (Tableau 1).



Parmi les succès enregistrés, on peut citer entre autres :

- Les agriculteurs des zones marginales désertiques (au Mali et au Nigéria en particulier) ont témoigné que la prégermination des semences donnait de meilleurs résultats que le non-trempage, en termes d'émergence précoce, de vigueur et de résistance à la sécheresse. Ils se sont aussi déclarés enthousiastes à l'idée d'adopter la pratique.
- La multiplication des semences communautaires a sensiblement augmenté la production de graines de qualité et a permis de sensibiliser l'opinion aux avantages que cela présente. Cela a stimulé la demande de semences de qualité pour des cultures prioritaires (comme le maïs, le riz, le niébé, le teff, les arachides) au niveau communautaire.
- Des modèles et outils de vulgarisation efficaces et novateurs (animateurs communautaires, vulgarisateurs autochtones, camion de formation mobile) ont été utilisés avec succès pour mettre en œuvre des schémas de formation en cascade dans les zones ayant des réseaux nationaux de vulgarisation fragiles et une faible offre de services.
- En Ouganda, l'équipe s'est associée avec des compagnies semencières telles que Victoria Seeds et NASECO pour conjointement mettre en œuvre la multiplication communautaire des semences et pour lever des fonds.

Intégration d'une agriculture climato-résiliente pour les petits producteurs vulnérables

Une large diffusion des technologies climato-intelligentes pourrait réduire l'exposition des petits producteurs aux chocs et aux aléas naturels dans les systèmes culturaux en proie à la sécheresse.

L'adoption de variétés résistantes à la sécheresse, de la prégermination des semences, de technologies économes en eau et en engrais (fertigation, placement profond de l'engrais, irrigation goutte-à-goutte et d'appoint, micro-dose, etc.) et de l'agriculture de conservation des eaux et des sols (labour minimum, paillage, mesures de conservation du sol et de l'eau,

etc.) pourrait améliorer la résilience des petits producteurs et leur aptitude à s'adapter au changement climatique.

Avec l'appui financier du Nippon Foundation et d'autres bailleurs de fonds, tels que l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et la FBMG, la thématique APA et ses partenaires ont utilisé les concepts de PAA et de gestion matricielle pour mettre des technologies rentables d'accroissement de la productivité à la portée de milliers d'exploitants familiaux. Parmi celles-ci, on peut citer entre autres la production et l'utilisation de variétés à haut rendement, les méthodes efficaces d'application d'engrais, la prégermination des semences, etc. Les agriculteurs participants ont reçu cette contribution avec enthousiasme car ils ont pu accroître leurs rendements agricoles d'au moins 30 %.

Indépendamment de ce qui précède, la récente pénurie d'eau de plus en plus aiguë et les caprices récurrents du climat menacent la productivité agricole et laissent entrevoir le spectre de l'insécurité alimentaire. Par conséquent, la réduction de la pauvreté ne sera possible que si le changement climatique et ses effets adverses sur les pauvres sont dûment pris en compte et gérés dans la stratégie de développement et de réduction de la pauvreté de la SAA. La gestion de l'impact de l'évolution du climat sur l'amélioration de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté devrait être intégrée comme une priorité absolue dans la politique, la conception et la mise en œuvre des projets de la SAA.

Comment aller de l'avant

Des progrès rapides en matière d'amélioration de la productivité agricole et de réduction de la pauvreté nécessiteront une promotion des technologies climato-résilientes ainsi qu'un renforcement des capacités humaines essentielles et des modèles de vulgarisation novateurs et favorables en lien avec les plateformes d'apprentissage agricole. Globalement, il est nécessaire d'innover la stratégie d'intervention technique de la SAA en se concentrant sur trois axes principaux :

1. Mettre l'accent sur le développement agricole climato-résilient visant l'accroissement durable de la productivité agricole ;
2. Innover et consolider les faibles réseaux des partenaires nationaux de vulgarisation et la mauvaise prestation de services en matière de diffusion des connaissances et de rapprochement des petits producteurs avec des marchés durables d'intrants et de produits ;
3. Intensifier le renforcement des capacités humaines des organes partenaires nationaux de vulgarisation dans le domaine du changement climatique et de modèles de vulgarisation innovants.

Tableau 1 : Résumé des activités des PAA, principaux succès et défis à relever

Pays	Éthiopie	Mali	Nigéria	Ouganda	Total
Projets extérieurs	FBMG, NuME (projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie »)	Aucun	WAAPP/FMARD FtF USAID/Marché SAA-AGRA	K+S aBi -Trust	
Activités					
PAA					
Nombre de TOP	81	120	90	258	549
Nombre de WAD	243	360	225	774	1.602
Nombre de CVP	27	50	-	74	151
Nombre de PTP	1.113	6.570	1.125	3.870	12.678
Nombre de SMP	-	10	-	93	103
Nombre de QPM	195	-	-	-	195
Nombre de SP	27	50	-	-	77
Renforcement des capacités					
Nombre de vulgarisateurs formés	679	104	312	237	1.332
Nombre d'agriculteurs formés	3.306	5,272	65,375	14,625	88.578
Nombre de journées champêtres	33	120	123	10	286
Nombre de participants	84.140	8.733	12.771	2.221	107.865
<small>TOP - Parcelles d'options technologiques, WAD - Démonstrations par bon destinées aux femmes, CVP - Parcelles de variétés communautaires, PTP - Parcelles d'essai de production, SMP - Parcelles de multiplication de semences, QPM - Maïs à forte teneur en protéines, SP - Prégermination</small>					

THÉMATIQUE 2

Vulgarisation des systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

La thématique 2 continue d'adapter ses stratégies en fonction du retour des usagers et elle entend démultiplier l'utilisation des bonnes pratiques PRAI. Les agriculteurs et les agrotransformateurs ont apprécié les avantages offerts par l'utilisation de technologies améliorées de stockage et de manutention post-récolte ainsi que la création d'entreprises d'agrotransformation.

Nos programmes nationaux ont reçu un soutien inconditionnel de nos partenaires. En Éthiopie, la création de la Direction de la mécanisation agricole, au sein du ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles (MARN), a signalé un élargissement de la vague d'intérêt en faveur d'une agriculture de subsistance pour inclure une agriculture mécanisée, la manutention post-récolte et l'agrotransformation. Le gouvernement du Mali mobilise le secteur privé pour répondre aux besoins des producteurs en faveur d'une mécanisation accrue et il a fait des problèmes post-récolte sa priorité. Le programme SG 2000 a été nommé membre de la Commission technique pour les céréales et les produits dérivés de l'Agence malienne pour la normalisation et la promotion de la qualité.

Le gouvernement du Nigéria a placé PRAI au cœur de son portefeuille d'actions prioritaires de développement et il mobilise les agences gouvernementales pertinentes pour appuyer sa mise en œuvre dans d'autres circonscriptions locales. En Ouganda, le ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives (MCIC) a renforcé son association avec le développement agricole, du point de vue du contrôle de la qualité, de la normalisation des produits et de la certification.

Réalisations stratégiques de PRAI (2012-2015)

Les activités de suivi et les réalisations de la thématique en 2015 suggèrent que l'équipe est bien placée pour atteindre les objectifs stratégiques prévus pour la période 2012-2016. Le nombre de journées champêtres va probablement augmenter si le projet du ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural (MFADR) se poursuit au Nigéria en 2016.

Le programme est bridé par un manque de personnel de vulgarisation au sein du ministère, mais l'équipe apprend aux producteurs dirigeants, aux chefs communautaires et aux prestataires de services à devenir formateurs afin de toucher un plus grand nombre de producteurs. Il est tout de même recommandé que le ministère augmente ses effectifs de vulgarisation, tout particulièrement en matière de systèmes post-récolte et d'agrotransformation, afin d'intensifier ses activités.

Il sera mis un terme à l'établissement de nouvelles Plateformes de vulgarisation et d'apprentissage post-récolte (PHELP) mais celles qui sont déjà en place continueront de faire l'objet d'un suivi. Pour être efficace, le concept a besoin d'être intégré dans la stratégie du programme national de vulgarisation. Il faut une plus grande sensibilisation au niveau de l'élaboration des politiques, en appliquant les enseignements tirés de trois années de mise en œuvre.

Mise en œuvre de PRAI 2015 : les acquis

1. Développement d'entreprises d'agrotransformation

L'introduction de machines et d'équipement améliorés au cours des trois dernières années a facilité l'établissement d'entreprises d'agrotransformation pour le riz, le maïs, le manioc, le fonio et l'arachide, mais aussi pour le lait et les aliments pour animaux. Les transformateurs ont signalé une amélioration de la qualité des produits et un accroissement de leurs revenus.

Ainsi, en Ouganda, la production de cossettes de manioc apporte aux transformateurs un revenu de l'ordre de 421.200 shillings ougandais (en gros \$150) par tonne de manioc transformée. Au Mali, un retour notable a été que l'introduction de la décortiqueuse de fonio dans le village de Kamba, qui a réduit la pénibilité du pilonnage, a incité les agriculteurs à produire davantage de fonio – une importante culture vivrière pour les Maliens – dont la production ne cessait de baisser en raison de sa transformation difficile. Au Nigéria, l'introduction de l'épierreuse de riz a donné une longueur d'avance aux transformateurs car elle leur permet d'obtenir un meilleur prix pour leur riz précuit.

Le succès d'une entreprise dépend aussi de nombreux facteurs, tels que le respect des normes de qualité, la présentation et l'hygiène des produits. En matière de gestion, les groupements ont été formés en leadership, en gestion de coopérative, en tenue de registres et en gestion financière, une formation qui est assurée en collaboration avec la thématique 3.

En Éthiopie, où de nombreux transformateurs ruraux sont analphabètes, un programme pour apprendre à lire et à compter à domicile, coordonné par l'Organization for Women in Self Employment (WISE, organisation des femmes à leur compte) et financé par le Projet Genre du Programme alimentaire mondial, s'est révélé être un modèle intéressant pour émanciper les femmes désireuses de monter leurs entreprises d'agrotransformation.

Le programme propose une plateforme d'apprentissage à des membres analphabètes qui réalisent des tâches ménagères et pratiquent l'agrotransformation. Le premier programme a été suivi avec succès par 40 des 57 femmes participantes. L'émancipation des femmes est soutenue par des ateliers de sensibilisation à la notion de genre, ce qui renforce le soutien familial aux agrotransformatrices.

2. Les prestataires de services privés (PSP) prospèrent

La prestation de services privés est une stratégie de programme robuste qui réduit les contraintes imposées sur les producteurs par le coût élevé des technologies. La SAA a aidé davantage de PSP, y compris des groupements de femmes et de jeunes, à investir dans des machines pour fournir des services aux agriculteurs et aux transformateurs.

En Éthiopie, 50 groupements de jeunes de 154 membres émanant de 10 woredas (districts) ont été formés et proposent désormais des services d'égrenage du maïs et du teff. Le groupement de femmes de Biqiltu dans le woreda de Diga a



aussi acquis une égreneuse à maïs et il a signalé un revenu de 10.406 Birrs éthiopiens (\$520) en un seul mois d'exploitation.

3. L'adoption et la dissémination de méthodes de stockage hermétique

Le stockage hermétique grâce aux sacs améliorés de stockage des récoltes Purdue (PICS), aux sacs Supergrain (SG), aux silos métalliques et aux cuves en plastique a prouvé qu'il pouvait éliminer les infestations d'insectes pendant plus d'une année d'entreposage, préserver une bonne qualité du grain stocké (maïs, sorgho, millet, niébé) et fournir une mesure de contrôle sûre et pratique de la présence d'aflatoxine dans les produits stockés.

L'Éthiopie a reçu une subvention d'une année de l'Université Purdue pour amplifier la promotion des sacs PICS afin de toucher 157.750 producteurs dans 3.155 villages, alors que les agriculteurs ougandais ont acheté des sacs SG (2.811), des sacs PICS (2.149) et des cuves en plastique (366) qu'ils utilisent avec succès. Certains producteurs ont aussi adapté des jerrycans pour y stocker leurs grains. L'équipe PRAI rapproche les producteurs des fournisseurs de matériels de stockage hermétique.

4. Journées champêtres et démonstrations

Outre les démonstrations dans les villages, les technologies PRAI sont aussi promues dans les manifestations agricoles nationales et régionales, telles que les Festivals agricoles nationaux, les salons de l'agriculture et les foires aux produits. Ceci permet de toucher davantage de parties prenantes et de stimuler le soutien reçu des décideurs.

Avancée

Dans le prochain plan stratégique de la SAA, la thématique PRAI va : renforcer le développement des entreprises hors exploitation en mettant l'accent sur l'émancipation économique des femmes et des jeunes ; appuyer davantage de prestataires de services privés pour qu'ils donnent accès à des technologies importantes à plus d'agriculteurs/producteurs ; et promouvoir les meilleures pratiques pour le contrôle de la qualité, la nutrition et la sécurité alimentaire.

L'amélioration de la gestion post-récolte est devenu un enjeu reconnu à l'échelle internationale et il débouchera sur une sécurité alimentaire accrue et sur de meilleurs moyens d'existence. Pour y parvenir, un appui financier, infrastructurel et politique doit être mis en place et les agriculteurs ne doivent pas revenir à des méthodes culturelles dépassées. Il faut avoir un engagement robuste de la part des dirigeants pour faire pression en faveur de l'adoption et de la dissémination des pratiques les plus efficaces.

Notre partenariat avec des agences de vulgarisation et de développement gouvernementales et non gouvernementales est renforcé et absorbe les recommandations de la conférence PRAI en 2015. Cela devrait rendre plus facile la dissémination des meilleures pratiques en matière de manutention post-récolte, de stockage et d'agrotransformation pour réduire les pertes, offrir des aliments de qualité aux communautés agricoles et fournir d'autres options aux petits exploitants pour qu'ils augmentent leurs revenus.

Les parties prenantes PRAI se penchent sur les mesures à prendre dans l'avenir à l'occasion de la conférence de la SAA

En juin 2015, SAA-SAFE a organisé une conférence sur la vulgarisation des systèmes PRAI afin d'envisager comment amplifier les acquis réalisés par l'organisation et ses partenaires au cours des dernières années. La conférence de trois jours, appuyée par le financement de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et par le Programme alimentaire mondial (PAM), s'est tenue à Hawassa dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR) de l'Éthiopie. Elle a réuni 158 participants qui représentaient un large éventail d'organisations nationales et internationales, y compris des universités, des instituts agricoles, des ONG, des agences gouvernementales, des prestataires de services et de technologies du secteur privé, des agriculteurs et des agrotransformateurs.

Des discussions plénières sur les systèmes PRAI ont été appuyées par un partage d'expériences et des dialogues d'apprentissage avec les acteurs impliqués dans des programmes post-récolte de la SAA/SG 2000 ou d'autres agences de développement, notamment des producteurs, des transformateurs, des prestataires de services et des agents de vulgarisation.

La conférence a plaidé pour une action intégrée des acteurs dans l'ensemble de la chaîne de valeurs afin d'améliorer la fourniture de services PRAI. Parmi les principales recommandations figuraient les points suivants :

- l'établissement d'une estimation fiable des pertes post-récolte afin de guider l'élaboration de programmes en Afrique ;
- l'examen et la consolidation des bases de données des technologies post-récolte existantes pays par pays afin de contribuer à la prise de décisions et d'éviter les doublons ;
- l'appui des initiatives visant à promouvoir la sécurité alimentaire, telles que la campagne de sensibilisation à la question des mycotoxines ;
- l'adoption de stratégies de vulgarisation PRAI qui encouragent l'appropriation de technologies, telles que le développement d'entreprises rurales d'agrotransformation en dehors de l'exploitation, la promotion de prestataires de services privés et l'encouragement des vocations entrepreneuriales parmi les jeunes ;
- le renforcement de la base de ressources humaines comme agents de vulgarisation post-récolte par le biais de programmes spécialisés et d'une campagne intensive visant à accroître l'inscription d'étudiantes aux cycles de gestion post-récolte et de vulgarisation agricole ;
- la mobilisation de fonds pour les projets post-récolte des ONG et du secteur privé ;
- l'association d'interventions au niveau local avec d'autres au niveau politique afin de garantir une mise en œuvre sans heurts des programmes.

THÉMATIQUE 3

Partenariat public-privé et accès au marché (PPP&AM)

Ces derniers mois ont été une période de bouleversements pour la thématique Partenariats public-privé et accès au marché. Suite à des recommandations finalisées lors d'un atelier qui s'est tenu à Kampala en décembre 2015 à la demande du conseil de la SAA, la thématique 3 s'est recadrée et a rationalisé ses activités. Elle a revu ses objectifs spécifiques de cinq à trois et ses activités qui étaient au nombre de 22 sont passées à 11.

Les trois objectifs spécifiques de la thématique sont les suivants :

1. Développer/promouvoir des modèles de génération de revenu pour rendre les services de vulgarisation/conseil agricole aux petits producteurs plus modulables et plus durables.
2. Soutenir l'émergence et le développement d'organisations paysannes (OP), capables d'obtenir les informations, les intrants, les crédits et l'accès au marché dont elles ont besoin.
3. Soutien de partenaire des organisations paysannes pour permettre l'accès à des opportunités commerciales viables, en partenariat avec des prestataires de services.

PPP&AM est resté sans Directeur thématique pendant toute l'année. Son personnel était constitué d'un agent de programme régional (APR), quatre coordonnateurs de thématique (un par pays) et 10 agents de programme dont trois en Éthiopie, un au Mali, quatre au Nigéria et deux en Ouganda.

Réalisations en 2015

Éthiopie

La collaboration inter-thématique et le partenariat avec d'autres organisations, telles que le ministère de l'Agriculture et les agences fédérales de coopération, ont contribué à la mise en œuvre des projets SAA/SG2000.

Neuf forums ont été organisés aux niveaux du pays et des woredas pour étudier les modalités pratiques de mise en œuvre des projets avec un total de 1.092 participants (961 hommes et 131 femmes). Une base de données de PSPP a été établie et sera actualisée chaque année. 11 réseaux de producteurs, fournisseurs et consommateurs ont été créés.

4.913 millions de tonnes de produits ont d'ores et déjà été fournies aux acteurs des filières dans les zones de projet. Un document identifiant les manques de capacités des OP a été mis à jour. Cinq sessions de formation ont été organisées à l'intention des agriculteurs à vocation commerciale afin d'étudier leurs besoins et elles ont ainsi pu toucher plus de 5.000 producteurs.

18 groupements de femmes et de jeunes ont été formés en matière de gouvernance et de dynamique de groupe et 11 ont été formés en techniques agro-industrielles. Une étude de marché a été menée pour les OP et 37 plans d'affaires ont été rédigés afin d'établir des entreprises et des Associations de producteurs de base (APB). Cinq modèles d'action collective ont été développés et adoptés ; et 54 OP ont pu accéder au crédit ; 25 associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) ont vu le jour et elles ont été renforcées.

Mali

Les activités de la thématique 3 en 2015 se sont déroulées dans un contexte de moissons satisfaisantes avec de bons approvisionnements sur les marchés céréaliers.

Une base de données des PSPP a été établie et des forums d'échange multi-informations ont été organisés à l'intention des parties prenantes. Les participants représentaient des partenaires des secteurs public et privé. Des réseaux entre les partenaires de la SAA ont été établis. Trois ateliers d'intermédiation ont réuni 160 agriculteurs associés à divers acteurs des chaînes de valeurs.

Une bourse nationale des céréales, en partie parrainée par la SAA, s'est déroulée à Segou avec des participants de 12 OP.

Deux modèles de génération de revenus ont été adaptés : un modèle par NAPB et un modèle de B2B, aux termes desquels les réseaux multi-acteurs ont été rassemblés par les ateliers d'intermédiation pour améliorer les interactions entre les producteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeurs. Des séances de formation des formateurs (FdF) ont été organisées à Bla, avec 12 stagiaires (10 hommes et 2 femmes) pour renforcer les capacités des agents de vulgarisation en gestion de coopérative.

Quatre séances de formation ont eu lieu sur la gouvernance des OP et sur la gestion d'entreprises pour 8 groupements de femmes et 4 groupes de jeunes impliqués dans l'agro-industrie. 240 leaders, dont 160 femmes appartenant à 12 OP, ont participé à la formation. Des plans d'affaires ont été rédigés pour les cinq plateformes d'un projet d'organisations paysannes (OP).

Six OP des villages de Selingué, Niamala, Fanidiana, Kolonto, N'Golognianasso et Sirimana ont pu obtenir un crédit. En tout, 2.061 agriculteurs ont reçu une somme totale de 217.000 dollars, chaque producteur recevant en moyenne 105 dollars.

50 VSLA en place dans les districts de Fana et de Bla ont été évaluées.

Nigéria

Les travaux de la SAA au Nigéria s'appuient sur les politiques agricoles récemment adoptées par le gouvernement fédéral du Nigéria qui ont contribué à l'amélioration des rendements pour les petits exploitants. L'Association a évalué les progrès lors de son Atelier de planification et d'examen annuel 2015, qui s'est tenu à ABU-Zaria, avec 120 participants issus des principaux partenaires publics et privés de la SAA/SG2000.

Six négociants d'associations de produits de base (NAPB) ont été évalués sur leurs performances passées et formés en agro-industrie. Divers modèles (programme de producteurs satellites, contrat d'approvisionnement, etc.) ont été adaptés et promus ;

182 groupements paysans ont été évalués afin d'identifier leurs manques de capacités dans l'accès aux services et aux marchés.

195 chefs producteurs (166 hommes et 29 femmes) ont été formés à la dynamique de groupe et l'action collective dans les États de Kano, Jigawa et Gombe.

Des formations ont été menées pour 13 groupements de femmes et de jeunes et pour 12 prestataires de services. Des modèles exploitables ont été adaptés et promus pour soutenir les groupements de producteurs partenaires sur des activités



collectives. 30 groupes de VSLA ont été formés en mobilisation financière et gestion de prêts et de l'épargne.

Ouganda

Trois projets ont été réalisés dans le cadre de la thématique 3 en Ouganda : La Nippon Foundation (NF), Growth for Uganda (GFU/K+S), et les Organisations paysannes (OP).

La réunion de planification de 2015 a réuni 80 participants issus des secteurs public et privé et des principaux partenaires de la SAA/SG2000. Les assemblées générales annuelles ont été menées en conjonction avec la thématique 2 et elles ont compté des responsables de district, des politiciens et des députés parmi les participants.

Une base de données des PSPP a été mise en place et sera actualisée tous les ans. Des formations en gestion de groupe ont été organisées pour 175 leaders exécutifs issus de 35 OP.

Les alertes d'information de marché fournies par la société AgriNET aux animateurs communautaires et aux FAPB ont été transmises par SMS deux fois par semaine, pour montrer la qualité, le prix, l'emplacement et les coordonnées des fournisseurs d'intrants et des acheteurs de produits dûment éligibles.

Une FdF sur le développement institutionnel a été organisée pour 43 participants et 245 chefs de groupe issus de 35 groupements relevant du projet d'OP. 35 distributeurs d'intrants locaux ont bénéficié d'une formation dans l'utilisation et la manipulation sans risque des pesticides.

Les modèles actuellement renforcés comprennent le modèle de Négociant-Agent villageois-Producteur-Société d'intrants-distributeur (NAPB), le modèle de groupage-vente groupée et les VSLA. Une formation FdF en méthodologie de groupe pour les VSLA a été organisée pour 45 NAPB et 153 producteurs dirigeants (109 hommes, 44 femmes).

Réalisations de la thématique 3 et cibles atteintes entre 2012 et 2015 :

Un atelier de planification et d'examen annuel s'est tenu à Abuja au Nigéria, en décembre 2015. Les concepts et procédures de la thématique 3 ont été produits et validés.

Quatre listes de PSPP, quatre bases de données de PSPP, quatre réseaux et quatre inventaires d'OP ont été mis en place.

16 forums nationaux de parties prenantes ont été organisés, tandis que 16 rapports sur l'évaluation des manques de capacités des OP et quatre comptes rendus d'étude de marché étaient produits. Quatre guides de l'emprunteur et quatre stratégies de renforcement des capacités ont été créés.

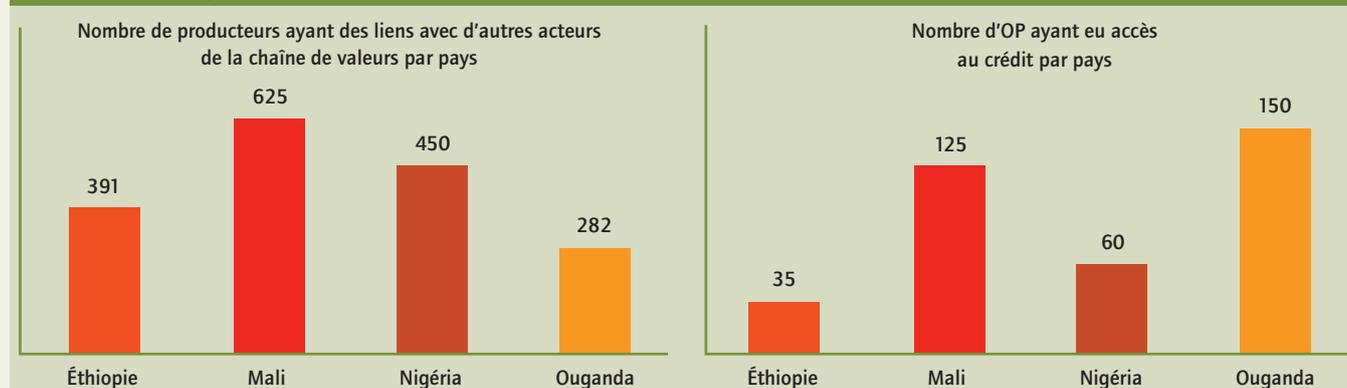
148 plans d'affaires viables et 20 modèles de génération de revenus ont été élaborés, tandis que 22 modèles d'action collective (exploitables) étaient développés, adoptés et promus. 82.373 millions de tonnes de céréales ont été commercialisées collectivement par des OP. 92 séances de formation d'OP ont été organisées et 86.692 producteurs ont été formés en productivité agricole et amélioration des revenus. Chez les OP, 106 ont bénéficié d'une formation sur la gestion financière/de crédit et 96 sur les besoins du marché et les normes. Chez les femmes et les jeunes participants, 200 ont été formés à l'agro-industrie/l'entrepreneuriat et 217 à la gouvernance. 370 VSLA ont vu le jour et 361 OP ont pu accéder au crédit. 49 entrepreneurs ont été formés au marché (besoins et normes) alors que 104 entrepreneurs étaient formés à la gestion financière et de crédit.

Succès dans la réalisation des objectifs : La thématique 3 est en voie de réaliser les objectifs du Plan stratégique 2012-2016 de la SAA. La Figure 1 montre que nous avons atteint nombre de nos cibles de produits et que nous sommes près d'en atteindre d'autres.

Relations avec les programmes nationaux SAA : En 2015, le personnel de la thématique 3 s'est impliqué dans des forums nationaux de parties prenantes. Tous les Directeurs nationaux ont participé à l'atelier d'examen annuel de la thématique ainsi qu'au processus de production et de validation des concepts et procédures de la thématique 3. Les équipes nationales de la thématique 3 ont été gérées par les Directeurs nationaux en association avec les APR et les bureaux régionaux de la SAA.

Relations avec les organisations de bailleurs de fonds : En 2015, le personnel de la thématique 3 a participé à la mise en œuvre de divers projets, outre les projets phares, avec le concours des bailleurs de fonds suivants : un projet de la fondation Bill & Melinda Gates en Éthiopie, des projets de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) au Mali et au Nigéria et un projet avec une entreprise allemande de fabrication d'engrais K+S en Ouganda.

Figure 1 : Thématique 3 – Produits mondiaux et cibles atteintes entre 2012 et 2015



Nota : un nombre élevé d'OP ont accédé à des prêts en Éthiopie, en raison du soutien spécifique du projet de la FBMG, qui a facilité l'accès à l'emprunt et au crédit à partir de programmes de sécurité alimentaire.

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Éthiopie

Lancement du programme de formation en milieu de carrière axé sur le pastoralisme à l'Université de Jijiga

En novembre 2015, l'Université de Jijiga a inauguré un programme de licence axé sur la chaîne de valeurs pastorale à l'intention des vulgarisateurs en milieu de carrière. Seize étudiants, dont 11 hommes et cinq femmes, ont été admis dans la première promotion. L'Université de Semera prévoit de lancer le programme pour l'année universitaire 2016. Le lancement du programme à vocation pastorale a été chaleureusement accueilli car les cursus existants de formation en milieu de carrière sont assez limités sur les questions pastorales. Ce programme produira des diplômés qui pourront désormais aider les éleveurs éthiopiens à trouver des solutions à leurs problèmes propres.

L'université a signé un mémorandum d'accord avec les autorités de la région Somali. Elle dispose de son propre Département du développement rural et de la vulgarisation agricole qui accueille le programme de formation en milieu de carrière de SAFE.

Atelier de développement de supports pédagogiques axés sur le pastoralisme

Le nouveau programme à vocation pastorale comprend 19 cycles de formation pour lesquels il sera nécessaire de produire des ressources pédagogiques. Un atelier de développement a été organisé en décembre pour les dix premiers cycles. L'atelier a réuni 20 enseignants des Universités de Jijiga et Semera (deux rédacteurs par cycle). Les enseignants ont d'abord reçu une formation dispensée par un expert en élaboration de supports pédagogiques puis ils ont commencé à produire leurs propres matériaux.

Lancement de l'université d'été

Suite à la demande de plusieurs régions de pouvoir bénéficier de programmes de licence en été pour leur personnel, l'Université d'Arba Minch dans le sud du pays a entamé un programme estival en octobre avec 33 étudiants (26 hommes et 7 femmes). L'Université d'Arba Minch est donc la première à lancer un programme d'études estival en Éthiopie. Deux autres universités (Hawassa et Jimma) sont sur le point de faire valider leur programme estival par leurs autorités respectives.

Cinq des six universités de l'Éthiopie ont tenu des cérémonies de remise des diplômes couronnées de succès en juillet. La sixième, l'Université de Jimma, verra ses premiers diplômés sortir de ses rangs l'an prochain. L'Université de Wollo a décerné un diplôme aux étudiants de sa première promotion. C'est l'Université de Mekele qui a affiché les résultats les plus impressionnants. Sur une classe de 39, 26 ont décroché leur diplôme avec mention, y compris six mentions très bien ; six mentions bien ; et 14 mentions assez bien (y compris deux étudiantes). C'est là un succès retentissant.

Nigéria

Le concept de « Centres d'Entrepreneuriat » est progressivement adopté par des institutions partenaires. Il englobe la notion de « pépinière d'entreprises » qui favorise un meilleur développement des entreprises de la chaîne de valeurs. Suite à cette nouvelle orientation, l'Université de l'État d'Adamawa

a identifié des entreprises aquacoles et apicoles, tandis que l'Université d'Ilorin sélectionnait la culture du caroubier, le conditionnement du poisson et la production de jus comme ses principaux segments de chaînes de valeurs. L'Université de Bayero (BUK) a retenu les entreprises fruiticoles, l'abattage des animaux et la transformation de viande, alors que l'Université Usmanu Dan Fodiyo de Sokoto (UDUS) optait pour une transformation de viande à séchage solaire et une machine à confectionner les kilichis (des lanières de viande marinée et séchée).

Une visite d'échange professionnel a été organisée pour le personnel de l'UDUS à l'Université de Cape Coast (UCC) au Ghana. Parmi les participants figuraient le vice-chancelier et le vice-chancelier adjoint de l'université, le directeur fédéral et le directeur adjoint des services de vulgarisation agricole (MFADR), le recteur de la Faculté d'agriculture, des enseignants et des agents administratifs. L'objectif de la visite était de découvrir les programmes de l'UCC et d'en tirer des enseignements pour la mise en oeuvre du nouveau programme au Nigéria. C'est dans cette optique que les principaux éléments du programme à l'UCC ont été présentés et discutés. Une visite d'apprentissage analogue a été organisée dans le pays hôte pour l'UDUS à l'Université d'Ilorin (Nigéria).

Un atelier (formation des formateurs) sur l'enseignement pour adultes a été organisé en mai 2015 pour 37 enseignants de la Faculté d'agriculture de l'UDUS puisque la plupart d'entre eux sont concernés par l'éducation des étudiants en milieu de carrière. L'atelier a expliqué les principes de l'apprentissage pour adulte dans le contexte de la mise en oeuvre du programme de formation en milieu de carrière, avec des conseils prodigués en matière de conception et de facilitation des programmes de formation pour adultes.

Mali

Le nouveau programme à l'Université de Ségou a accompli des progrès remarquables avec sa première cohorte d'étudiants. Le projet d'apprentissage en ligne des établissements partenaires de SAFE dans les pays francophones a débuté en 2015 au Mali. Le Mali a joué un rôle décisif dans ce projet. Dix cours de formation en ligne ont été élaborés. Par ailleurs, une proposition de projet a été soumise à l'Unité de modernisation de la vulgarisation et des services conseils (MEAS) en vue de financer une classe pilote d'apprentissage en ligne.

Activités régionales

Retraite annuelle

La retraite annuelle du personnel a eu lieu à Kampala, en Ouganda, les 24 et 25 juillet. Les points de l'ordre du jour, les présentations et discussions lors de la retraite se sont principalement axés sur les inscriptions, les diplômés, les Stages supervisés en entreprise (SEP), l'élaboration de cursus, les anciens élèves, l'expansion du programme et le partenariat avec les pouvoirs publics. Elle a abordé de façon approfondie les activités régionales, les organisations paysannes (OP) et la collaboration de la thématique 4 avec la SAA.

La retraite a examiné les implications de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD V1) qui aura lieu à Nairobi en 2016 et le Prix mondial



de l'alimentation à Des Moines, Iowa (États-Unis), plus tard dans l'année. L'idée de créer des plateformes pour les programmes SAFE a également été évoquée. Il a été décidé d'utiliser les meilleurs programmes en guise de plateformes et de les renforcer. La retraite a préconisé d'accorder plus d'importance au développement des OP du point de vue de la formation au renforcement des capacités.

Atelier technique régional pour l'Afrique de l'Est

L'Atelier technique régional pour l'Afrique de l'Est a été organisé à Kampala les 27 et 28 juillet. Les 60 participants venaient des universités et des ministères de l'Agriculture de l'Éthiopie, du Malawi, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Ghana.

Thème de l'atelier

Stages supervisés en entreprise (SEP) : une occasion d'actualiser le concept de chaîne de valeurs dans le programme de licence (BSc) pour les vulgarisateurs en milieu de carrière.

Contexte de l'atelier

Les défis auxquels sont confrontés les petits exploitants lorsqu'ils tentent de trouver leur place dans l'économie monétaire sont énormes. Les producteurs ont besoin d'un appui solide venant de vulgarisateurs agricoles dûment formés et dotés des connaissances appropriées et des compétences pertinentes pour impulser le processus de modernisation agricole. À l'heure actuelle, les petits exploitants de la région n'en tirent pas pleinement parti du fait du manque de valeur ajoutée de leurs produits agricoles. Ceci tient en partie au fait que les services de vulgarisation se concentrent sur l'amélioration de la production et de la productivité et abandonnent les producteurs quand arrive la moisson.

Le cursus universitaire est fortement orienté sur la production de sorte que les étudiants vulgarisateurs reçoivent une formation plus particulièrement axée sur la production. La situation tend donc à s'auto-renforcer – l'axe sur la production du service de vulgarisation influence la formation au sein des universités et les formations universitaires décident de ce que la vulgarisation peut faire – tant et si bien que le personnel de vulgarisation n'est pas formé à donner des conseils sur d'autres thèmes que la production.

Pour rompre ce cycle, les employeurs ont besoin d'articuler leurs besoins en tenant compte de la totalité de la chaîne de valeurs et sous des formes que les universités peuvent facilement transcrire en programmes. Le rôle des universités est de veiller à ce que les rouages de la production agricole, et sa relation avec la totalité de la chaîne de valeurs, soient bien huilés et à ce que le savoir et les compétences nécessaires soient dispensés.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs universités ont pris des mesures pour faire en sorte que les programmes soient correctement orientés sur la chaîne de valeurs.

Objet de l'atelier

L'atelier a procuré une plateforme à la fois aux employeurs et aux universités pour passer en revue leurs progrès vers un programme véritablement orienté sur la chaîne de valeurs.

Objectifs spécifiques

Pour les employeurs, il s'agissait de :

- mettre en commun leurs expériences avec le personnel des services de vulgarisation dans le cadre du développement d'une approche de vulgarisation orientée sur les chaînes de valeurs ; et,
- présenter ce qu'ils attendent des universités du point de vue des besoins de développement de leur personnel de vulgarisation. De leur côté, les universités souhaitaient :
- partager leurs expériences avec le programme de formation des vulgarisateurs en milieu de carrière ; et,
- faire le point sur les progrès accomplis pour mettre en oeuvre les programmes axés sur la chaîne de valeurs et voir dans quelle mesure les étudiants ont pu saisir l'orientation par chaîne de valeurs dans leur SEP.

Atelier francophone sur l'intégration des concepts de chaîne de valeurs dans les programmes SAFE

Le réseau francophone SAFE a réuni 15 représentants d'instituts d'Afrique de l'Ouest en août au Centre Songhai à Porto-Novo (Bénin).

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants :

1. Analyser les stratégies de mise en oeuvre de l'approche par chaîne de valeurs concernant les SEP ;
2. Analyser où en sont le développement des supports pédagogiques, l'élaboration de la base de données et le projet de télé-enseignement.

Faits saillants de l'atelier

Concernant les SEP orientés sur la chaîne de valeurs :

1. On a constaté un consensus sur l'intégration de la chaîne de valeurs dans les SEP.
2. Les participants ont reconnu qu'une équipe interdisciplinaire devait superviser les SEP.
3. Les participants sont convenus d'élaborer un manuel sur le processus de SEP.

Élaboration de modules en collaboration : les participants ont décidé :

1. Qu'il était nécessaire d'analyser les manuels déjà développés pour faire une vérification croisée et en prévoir de nouveaux.
2. De trouver des moyens de diffuser des manuels élaborés et approuvés par les pays concernés.
3. Que l'affichage en ligne devrait éviter tout plagiat.
4. Qu'un atelier de validation devrait être prévu de manière à veiller à ce que les manuels respectent les normes de qualité communes fixées par le réseau SAFE.

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Associations d'anciens élèves

Les associations d'anciens élèves ont continué de participer à la supervision des SEP. En outre, les associations ont contribué à la collecte d'informations permettant de suivre le parcours des diplômés dans leurs pays respectifs. Les associations d'anciens élèves en Éthiopie, au Nigéria et au Mali ont participé à des ateliers de révision des programmes. Elles ont joué un rôle déterminant dans la facilitation du travail en réseau entre les diplômés de SAFE.

SAFE a apporté un appui technique et financier à 14 associations d'anciens élèves durant 2015. Plus de 25 anciens élèves ont été épaulés pour leur participation à des ateliers professionnels et de travail en réseau afin d'actualiser leurs qualifications professionnelles et de nourrir leurs compétences de réseautage.

En 2015, deux nouvelles associations d'anciens élèves ont vu le jour en Éthiopie (Wollo et Jimma). En 2015, nous comptons 16 associations d'anciens élèves actives dans les neuf pays souscrivant au programme. Toutes les associations prévoient d'accroître leur revenu à partir des droits d'adhésion pour couvrir les dépenses administratives et mettre à jour la base de données des diplômés en milieu de carrière.

Projet sur les organisations paysannes (OP)

La mise en oeuvre du projet de renforcement des capacités des organisations paysannes en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda a bien progressé en 2015.

Jusqu'ici, 49 manuels de formation ont été mis au point dans des domaines de connaissances et de compétences touchant au commerce, à l'entrepreneuriat, à la création et la gestion d'associations ainsi qu'à la gestion financière propre aux entreprises. Sur un total de 52 modules, 15 ont été mis au point en 2015 et plus de 12.720 membres d'OP ont été formés dans ces matières en 2015. Vingt-huit visites de terrain ont été organisées et elles ont réuni 3.780 membres dans les quatre pays phares. Par ailleurs, 5.000 brochures et affiches ont été produites et distribuées aux producteurs.

Le volume d'épargne au sein de tous les groupements de producteurs a augmenté de façon spectaculaire. Ainsi, une OP en Éthiopie a collecté 120.000 dollars US d'économie en 2015 contre 70.000 dollars US en 2013. Les groupes ont été en mesure d'accorder un crédit à leurs membres – et de les encourager à investir les fonds empruntés à des fins de développement.

Le projet a joué un rôle décisif en rapprochant les agriculteurs des marchés. Beaucoup de groupements de producteurs sont désormais capables de rechercher de nouveaux débouchés de marché qui génèrent un meilleur prix pour leurs produits. Ils ont pu conclure des accords contractuels avec des acheteurs et vendent leurs produits de manière concurrentielle.

Le projet a amélioré les relations entre les institutions financières et les OP pour faciliter l'accès au crédit. De ce fait, deux OP nigérianes ont reçu un prêt financier auprès de deux banques des États de Kano et de Jigawa. Quatre organisations paysannes en Éthiopie ont bénéficié d'un prêt par la Banque de développement de l'Éthiopie, en Oromia.

Le projet a introduit un élément de concurrence entre ces groupes. Cela les a encouragés à toujours mieux faire à mesure qu'ils tentent de gagner plus de reconnaissance – et grâce à cela, les normes qualitatives s'améliorent. En 2015, le projet a décerné des récompenses aux 12 organisations paysannes les plus performantes.

Le projet a aussi aidé les groupes de paysans souffrant d'un handicap. Au Nigéria, 300 agriculteurs handicapés physiques ont été divisés en deux groupes et ont reçu une formation en dynamique de groupe et en gestion d'entreprise. Un appui technique a également été apporté à leurs parcelles de production agricole par le biais des démonstrations d'aide aux personnes handicapées (DAD).

Certains étudiants du programme SAFE ont réalisé leurs Stages supervisés en entreprise (SEP) auprès de membres d'une OP. Cela a sensiblement contribué à l'identification de solutions pertinentes pour résoudre les problèmes des producteurs et pour renforcer les capacités des OP. Cela a fait preuve d'une synergie entre le projet sur les OP et le programme SAFE qui est très prometteuse pour l'avenir.

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE de 1993 à 2015

Universités/ Collèges et pays	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	529	41	570
Kawadaso Agric. College, Ghana (Diploma)	561	29	590
Haramaya, Éthiopie (Licence)	492	111	603
Hawassa, Éthiopie (Licence)	205	67	272
Makerere, Ouganda (Licence)	372	175	547
Sokoine, Tanzanie (Licence)	892	63	955
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	189	101	290
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	172	88	260
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	150	66	216
Université de Bayero, Nigéria (Licence)	155	75	230
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	138	59	197
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	84	49	133
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	103	47	150
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	63	93	156
Université d'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	24	75	99
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	11	46	57
Université de Mekele, Éthiopie (Licence)	79	87	166
Université de Wollo, Éthiopie (Licence)	29	82	111
Université de Jimma, Éthiopie (Licence)	27	84	111
Université de Ségou, Mali (Licence)	0	23	23
Université Usmanu Danfodiyo, Nigéria (Licence)	0	17	17
Université de Jijiga, Éthiopie (Licence)	0	33	33
Université d'Arba Minch, Éthiopie (Licence)	0	16	16
Total partiel	4.275	1.527	5.802
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	-	6
Licence	33	-	33
Maîtrise	60	1	61
Doctorat	8	6	14
Total partiel	107	7	114
Total général	4.382	1.534	5.916

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Directeur thématique
Kebba Ngumbo Sima



La thématique 5 apporte un soutien technique, une formation et des conseils au personnel des programmes et à l'encadrement supérieur afin de favoriser une mise en œuvre, un suivi, une évaluation et un rapportage efficaces sur les activités de programme dans les quatre pays où intervient la SAA.

Des informations fondées sur la preuve sont fournies concernant les performances et la qualité des programmes, les leçons apprises, les difficultés rencontrées et la façon d'aller de l'avant.

Un nouveau Directeur thématique a été recruté en octobre 2015. Un nouvel agent de programme (AP) a également été recruté pour l'Éthiopie. Au Nigéria, un stagiaire issu du Programme de service général à l'intention des jeunes et trois étudiants stagiaires ont également rejoint l'équipe.

Enquêtes de référence et évaluations des besoins

Des enquêtes de référence ont été effectuées dans les quatre pays où intervient la SAA. Une évaluation des besoins préalable a été effectuée sur les nouveaux domaines de mise en œuvre de projet principal en Éthiopie, tandis que l'enquête de référence était réalisée sur les organisations paysannes (OP) et les sites de projet phare.

Au Mali, l'enquête de référence a été réalisée dans la région de Kayes. Au Nigéria, elle a été effectuée à l'Anambra, Benue, Calabar et Katsina pour le compte du projet du ministère de

l'Agriculture (MFADR) et à Kano et Kaduna dans le cadre du projet de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Pour l'Ouganda, l'enquête de référence a été réalisée sur de nouveaux sites d'intervention grâce à un financement de la Nippon Foundation.

Dans tous les pays, les équipes SEA&D ont apporté un soutien technique et des conseils pour le développement d'instruments d'enquête, une formation en matière de collecte des données, de supervision sur le terrain, d'analyse des données et de rédaction de rapports. Ces rapports ont ensuite été partagés avec la direction et le personnel de programme des pays pour validation et finalisation.

Ainsi, en Éthiopie, les résultats ont montré que le maïs était la céréale la plus cultivée et que 62 % des producteurs de maïs et 45 % des producteurs de blé utilisaient des semences améliorées. Au Mali, le sorgho (53 %) et le millet (29 %) sont les principales cultures de la région. Au Nigéria, les femmes engagées dans l'agriculture sont principalement impliquées dans la transformation (31,5 %), la production (10,5 %) et seuls 7,2 % des répondants ont accès au crédit. En Ouganda, les résultats ont indiqué que trois cultures principales sont cultivées dans les différents districts, à savoir les haricots (46 %), le maïs (18 %) et le soja (17 %).

Suivi

Un système de suivi en ligne de la mise en œuvre a été mis en place à la SAA en Éthiopie. Un rapport de suivi des résultats



Du personnel de SEA&D visite un entrepôt de 120 tonnes de céréales à Zambougou, région de Ségou au Mali.

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

sur le Fonds de garantie de prêt a également été préparé et montre le statut et les performances des entreprises génératrices de revenus aux Centres de formation agricole.

Au Mali, des outils de collecte des données de suivi de récolte ont été développés avec le personnel de programme, qui a ensuite été formé à ces outils afin de favoriser une collecte des données efficace. En raison de l'État d'urgence dans le pays, le suivi des résultats prévu par les négociants des associations de produits de base (NAPB), les boutiques d'intrants et autres modèles commerciaux dans les régions de Kayes et de Koulikoro a été suspendu.

Au Nigéria, un suivi trimestriel a été réalisé dans les États de Jigawa et Gombe. Il a révélé que des capacités économiques précaires empêchaient souvent l'adoption des pratiques recommandées, notamment les taux d'application d'engrais requis. Le suivi du projet MFADR a aussi été assuré dans les États de Benue et de Gombe. En Ouganda, une évaluation de l'effet de levier sur les agriculteurs des démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et des parcelles d'options technologiques (TOP) a été effectuée dans les États de Jinja, Mityana, Lira et Gulu. Les résultats ont montré une hausse du nombre moyen des participants aux formations. Les agriculteurs ont également profité des journées champêtres d'un point de vue de l'exposition, du réseautage et du partage d'expériences.

Évaluations

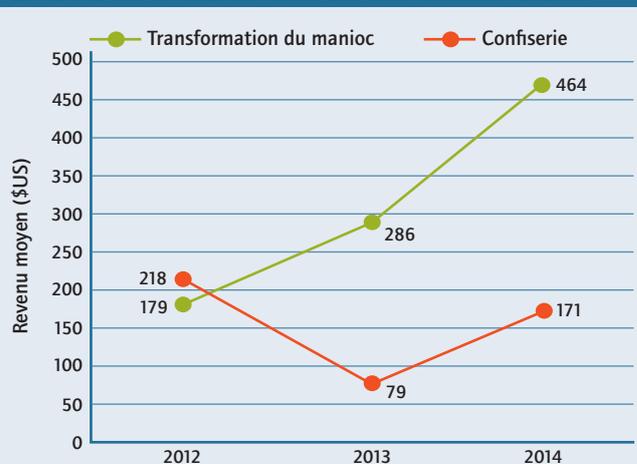
En Éthiopie, l'évaluation finale du projet de Promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées a été réalisée. Une évaluation finale interne du projet de Renforcement des prestations de vulgarisation agricole en Éthiopie a aussi été effectuée. Les résultats de l'évaluation ont montré que la productivité des céréales s'était en moyenne améliorée de 27 % et que cela a permis la création de robustes plateformes de diffusion durable des meilleures pratiques. La productivité (tonnes/hectare) des principales céréales a également augmenté de 27 %, par rapport à la situation de départ (2011).

Au Mali, une évaluation de l'approche par gestion matricielle de la SAA a montré que, sur les membres du personnel de la SAA Mali interrogés, 85 % étaient considérés avoir compris la gestion matricielle, mais 89 % estimaient qu'elle n'était pas appliquée correctement.

Au Nigéria, une analyse économique de la production de maïs en saison sèche dans le cadre du projet USAID MARKETS II a été réalisée. Le bénéfice tiré de l'investissement dans la production de maïs de saison sèche à Kano s'est monté à N390.255 (approximativement \$1.950) par hectare, donc beaucoup moins que le profit de N558.600 par hectare enregistré à Kaduna.

En Ouganda, l'évaluation des formations entreprises par la thématique 1 (Amélioration de la productivité agricole) s'est poursuivie pour les agents de vulgarisation dans les districts de Jinja, Mityana, Lira et Gulu. Les résultats ont montré que la majorité (96,4 %) des producteurs hôtes étaient de mieux en mieux capables de transmettre les compétences et le savoir acquis à d'autres producteurs.

Évolution des revenus au cours des trois dernières années



Études approfondies et évaluation d'impact

En Éthiopie, quatre études approfondies ont été passées en revue, et deux d'entre elles ont déjà été publiées. Les résultats indiquent qu'environ 75 % des producteurs formés ont signalé que leurs connaissances et leurs compétences pratiques en matière de production rizicole s'étaient améliorées et étaient mises en pratique sur leur exploitation.

Au Mali, une évaluation des performances des technologies introduites par la thématique 1 a été menée dans les régions de Kayes et de Koulikoro. Les résultats ont montré que 76 % des répondants ont déclaré qu'ils avaient adopté les technologies introduites. Toutefois, la productivité agricole moyenne, toutes cultures confondues, était de 587,73 kg/ha, ce qui constitue un faible rendement pour les familles agricoles.

En Ouganda, une étude approfondie a été réalisée sur l'agro-industrie dans les districts de Bugiri, Buikwe, Lira et Pallisa. Le transfert des connaissances et des compétences a été notifié par 58 % de ceux qui travaillaient dans la confiserie et 70 % des producteurs impliqués dans la transformation du manioc pour d'autres agriculteurs. Les tendances au cours des trois dernières années ont montré une hausse des ventes annuelles moyennes au niveau des ménages mais principalement en faveur des agriculteurs pratiquant la transformation du manioc. Une autre étude menée à Kamwenge, Ntungamo, Bugiri, Lira, Mityana, Buikwe, Dokolo et Apac pour évaluer l'impact du modèle des NAPB a révélé qu'en moyenne les NAPB avaient touché plus de 5.000 agriculteurs chacun grâce à des formations sur l'ensemble de la chaîne de valeurs, à la fourniture d'intrants et au rapprochement avec les marchés de produits et les institutions financières.

Apprentissage et dissémination

Globalement, les équipes SEA&D des différents pays et au niveau régional ont partagé divers rapports d'études, des publications sur les meilleures pratiques, organisé et/ou participé à des ateliers, y compris des formations sur différents outils et processus de S&E, des examens annuels, des ateliers des parties prenantes et de planification et des journées champêtres pour disséminer des informations sur les activités du programme dans le cadre de l'apprentissage et du partage des connaissances.



En 2015, SG2000 Éthiopie a mis en œuvre huit projets dans 10 états régionaux, couvrant plus de 300 kebeles (sous-districts).

Les projets sont les suivants : **a)** le projet principal, financé par la Nippon Foundation dans neuf woredas (districts) ; **b)** le projet Renforcement de la fourniture de services de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE) financé par FBMG dans 21 woredas ; **c)** le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie », financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ; par le biais du CIMMYT dans 24 woredas; **d)** le projet Leadership économique féminin (WEL) dirigé par l'Agence de transformation agricole (ATA) et SG 2000 ; **e)** promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées au Tigray (PCDAT), projet financé par la JICA dans six woredas ; **f)** le projet de mise à l'échelle de Digital Green financé par DG Inde dans cinq woredas ; **g)** le projet PICS financé par l'Université PURDUE dans 16 woredas, et le projet PAM/P4P financé par le Programme alimentaire mondial dans 60 woredas.

Réalisation des objectifs du Plan stratégique

Amélioration de la productivité agricole (APA)

La thématique Amélioration de la productivité agricole a été représentée dans 41 woredas et 99 kebeles. Une formation a été dispensée à un total de 570 agents de vulgarisation et 1.784 agriculteurs. Plus de 1.700 types de démonstrations de culture ont été réalisés pour fournir aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs la possibilité d'évaluer de nouvelles pratiques et technologies dans des conditions locales. Vingt-cinq groupements de femmes spécialisés dans l'élevage de petits ruminants ont été mis en place et il leur a été fourni un total de 1.670 animaux. Des démonstrations portant sur le maïs à forte teneur en protéines et des contrôles témoins avec des variétés classiques de maïs ont été mis en œuvre par SG 2000 Éthiopie et 14 organisations partenaires. En tout, 321 démonstrations ont été réalisées, dont 195 menées par SG 2000. Sur les 195 démos, quelque 88 % ont été correctement mis en œuvre. De nombreuses journées champêtres ont été organisées au niveau des kebeles, des zones et des régions ; elles ont touché 84.140 participants, dont 83.129 producteurs. Lors des journées champêtres, la plupart des agriculteurs ont exprimé leur intérêt et ont demandé des graines de leurs variétés les plus populaires, telles que la variété QPM, BHQPY545, la variété de fèves Gebelicho, la variété d'orge HB 1307, la variété de maïs Limu et la variété de blé Hidase. La thématique a bien progressé vers la réalisation des cibles du plan stratégique quinquennal (Tableau 1).

Tableau 1 : Thématique 1 Indicateurs de performances clés

Activités	Plan 2012-2016	Atteint en 2015
Formation : Vulgarisateurs	2.557	4.410
Agriculteurs	5.3770	5.7473
Démonstrations	35.473	33.291
Journées champêtres	211.176	268.870

SG 2000 Éthiopie utilise également l'approche Digital Green pour institutionnaliser l'outil qui regroupe la technologie et l'organisation sociale afin d'améliorer l'efficacité du système



Des agricultrices en zone rurale observent des variétés de maïs QPM à haut rendement lors de journées champêtres

national existant de vulgarisation publique. L'outil Digital Green a été utilisé pour compléter le système de vulgarisation classique. Le projet DG a ciblé 36 woredas. Un total de 725 agents de développement et vulgarisateurs sanitaires a été formé en techniques de production et de diffusion de vidéos. Ce personnel de première ligne a filmé les pratiques culturelles du QPM et des vidéos de recettes alimentaires pour un total de plus de 5.000 agriculteurs, dont 2.235 (60 %) étaient des femmes.

Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI)

Dans les systèmes post-récolte et agro-industrie, suite à des enquêtes d'évaluation des besoins, 166 démonstrations ont été réalisées pour sensibiliser 19.998 agriculteurs, dont 5.699 femmes. Ces démonstrations se sont axées sur la promotion des batteuses polyvalentes, d'égreneuses à maïs, de méthodes de stockage hermétique et d'aliments préparés à base de QPM. Elles ont été accompagnées d'une formation pour un total de 708 agents de vulgarisation, dont 118 femmes. Le personnel de vulgarisation a ensuite formé 7.178 agriculteurs dont 2.222 étaient des femmes. Suite à la création de cette demande, 50 groupements de jeunes sans terres, 1 coopérative rurale de femmes, 51 particuliers et 2 coopératives agricoles possédaient des batteuses/égreneuses et la plupart d'entre eux ont commencé à proposer leurs services à la communauté environnante. Pour faciliter la prestation de services, la thématique a formé 164 opérateurs et 14 techniciens

Tableau 2 : Thématique 2 Indicateurs de performances clés

Activités	Plan 2012-2016	Atteint en 2015
Formation : Formation des formateurs	1.610	2.775
Agriculteurs	22.228	34.250
Agrotransformateurs	1.044	1.011
Prestataires de services, techniciens, opérateurs	729	977
Démonstrations des technologies PRAI	400	458
Journées champêtres	60.000	73.511
Établir des centres agro-industriels	30	30
Établir des PHELP	65	66

Tableau 3 : Thématique 3 Indicateurs de performances clés

Activités	Unité de mesure	Plan 2012-2016	Atteint en 2015
Appui aux OP en vie d'entreprise et commercialisation	N° d'OP soutenues	750	391
Appui aux OP en vie d'entreprise et commercialisation	Volume de produits commercialisés en tonnes	30.000	11.231
Organisation de forums multi-information		5	5
Établir et renforcer les associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA)	N° de VSLA mises en place	25	35
Séance de formation en développement d'entreprise et entrepreneuriat	N° de séances de formation	25	35
Aider les groupements de jeunes et de femmes en entrepreneuriat		50	40
Aider les producteurs à accéder à des crédits	N° de producteurs ayant accédé à un crédit	250	198
Aider les producteurs à accéder à des crédits	Groupements de producteurs agricoles	30	30
Aider les OP à rédiger des plans d'affaires	No. de plans d'affaires rédigés	30	66

aux réparations et à l'entretien des machines PRAI. Des événements promotionnels de marché ont été organisés par deux coopératives de femmes et cela fait que la plupart des coopératives sont désormais actives dans la génération d'un bon revenu. Globalement, la thématique II évolue dans la bonne direction pour atteindre les objectifs fixés pour 2016 (Tableau 2) principalement du fait des projets ajoutés durant la période de mise en œuvre.

Partenariats public-privé et accès au marché

Dans la thématique du Partenariat public-privé et accès au marché, les agriculteurs et les groupes d'agriculteurs ont pu profiter de meilleures opportunités de marché en s'organisant en associations de produits de base (APB). Cent-vingt-six APB ont vu le jour et ont été formées par des formateurs d'APB (FAPB) en matière de normes de qualité, de relations entre l'offre et la demande, de détermination des prix et d'opportunités de marché. Jusqu'ici, 7.181 membres d'APB ont fourni 28.058 tonnes de céréales et 350 tonnes de semences certifiées grâce à des initiatives communautaires de multiplication des semences. Le fait de rapprocher les groupements de producteurs mal desservis de diverses opportunités de marché d'intrants/de produits agricoles a certainement amélioré le prix du grain dans les zones d'intervention de projet et a permis de garder les agriculteurs sur l'exploitation au lieu de les voir partir à la recherche d'opportunités d'emplois loin de la ferme.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

La thématique Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination travaille à l'obtention d'un système S&E orienté sur les résultats qui promeut une mise en œuvre des programmes fondée sur la preuve au sein de SG 2000. En 2015, SEA&D a réalisé deux enquêtes de référence, deux exercices de suivi des résultats, deux évaluations et elle a publié quatre numéros de la série sur les meilleures pratiques et cinq études approfondies. Les évaluations finales des projets financés par la FBMG et la JICA ont été achevées en 2015. SEA&D a également publié et diffusé des numéros de sa série sur les meilleures pratiques et de ses dossiers de travail ; elle a constamment partagé ses résultats avec son personnel et ses partenaires. Cinq études approfondies ont également été publiées dans la série des dossiers de travail de SG 2000. SEA&D a également publié et diffusé quatre numéros de la série sur les meilleures pratiques, y compris **i)** Les associations de produits de base pour un meilleur accès aux marchés ; **ii)** Le stockage

hermétique du grain pour réduire les pertes post-récolte ; **iii)** De la génération de revenu à la création de richesse ; et **iv)** La production ovine comme source de revenu pour les femmes des zones rurales du Tigray. Comme le montre le Tableau 3, en raison de la présence de projets supplémentaires au cours de la période de mise en œuvre, beaucoup de cibles auront en fait dépassé leurs objectifs.

Relations entre thématiques et direction nationale

En 2015, la direction nationale et les thématiques ont travaillé en très étroite collaboration pour améliorer la collaboration transversale. Des réunions communes ont été organisées pour planifier la mise en œuvre de 2015, la supervision et l'exercice d'évaluation. Des sites de mise en œuvre commune ont été identifiés là où les thématiques ont travaillé ensemble, dispensé des formations ensemble, mené des journées champêtres communes et partager des comptes rendus de voyage.

Dotation en personnel

Du fait de trois nouveaux projets, Utilisation à grande échelle du potassium, Sacs de stockage améliorés développés par Purdue (PICS) et Digital Green, six nouveaux membres du personnel ont été recrutés durant l'année. Dans le même temps, du fait de la suspension de deux grands projets, à savoir un projet de vulgarisation agricole soutenu par la FBMG et un projet de diversification du riz soutenu par la JICA, les contrats d'embauche de six membres du personnel (un chargé de projet, un coordonnateur adjoint de projet et quatre agents de programmes) ont été résiliés. Un agent de programme de la thématique SEA&D est parti pendant l'année mais le poste vacant a immédiatement été rempli par le recrutement d'un autre agent.

Relations avec les bailleurs de fonds

SG 2000 Éthiopie a entretenu des relations fructueuses avec ses bailleurs de fonds. Nous continuons d'avoir d'excellentes relations avec le CIMMYT-ACDI, le PAM et l'ATA. Durant la période, nous avons développé des partenariats avec l'AGRA, l'Université Purdue et Digital Green. Les projets financés par la FBMG et la JICA ont été suspendus. Nous sommes actuellement en négociation avec Abt Associates concernant la mise en place d'un programme d'appui sur cinq ans « Nourrir l'avenir » avec l'USAID pour l'Éthiopie.



Tandis que le Mali se remet de la crise sécuritaire, politique et économique qui l'a secoué ces trois dernières années, le gouvernement s'efforce de promouvoir davantage d'investissements afin de renforcer la stabilité. Des progrès concernant un accord de paix très attendu laissent entrevoir de nouvelles opportunités d'investissements dans l'ensemble du pays, y compris dans le nord du Mali, et en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'extraction minière et de l'énergie renouvelable. L'économie en pleine expansion, qui a connu un essor de 4,9 % en 2015, de même qu'une réelle volonté d'attirer des investisseurs étrangers ont produit un climat d'investissement difficile certes, mais porteur.

La production de denrées alimentaires a connu un essor notable depuis 2008. Le total de la production de céréales s'élève à 8,05 millions de tonnes pour la campagne agricole 2015/16 ; l'excédent de denrées alimentaires en plus des besoins nationaux est de plus de 5 millions de tonnes pour 2016/17.

Conformément aux priorités du Plan stratégique de la SAA pour 2012-16, SAA Mali cible 70.000 agriculteurs de subsistance et 30.000 producteurs commerciaux émergents. Les chaînes de valeurs des produits de base au Mali reposent sur une agriculture familiale, mais elles ne peuvent pas se montrer concurrentielles en raison de leur faible productivité et de l'inaptitude de nombre de petits producteurs à accéder aux marchés.

En réponse à ce constat, la SAA cherche à renforcer les chaînes de valeurs pour mener à bien son plan stratégique. Cette approche est axée sur les domaines suivants

1. Accroître les disponibilités, l'accès et l'utilisation d'intrants agroalimentaires pour que les petits producteurs puissent augmenter leur productivité et leur production :

Un accès restreint au savoir et aux services bride encore les performances des chaînes de valeurs de produits de base des petits producteurs. Parmi les difficultés à surmonter figurent la faible disponibilité d'intrants en milieu rural et les contraintes qui brident les possibilités d'achat d'intrants par les agriculteurs, ainsi que les capacités limitées des producteurs d'appliquer des intrants et d'optimiser leurs bénéfices en raison d'un accès limité aux innovations technologiques. Entre-temps, les investissements réduits des pouvoirs publics dans l'agriculture se traduisent par une diminution des services nationaux de vulgarisation et de conseil agricoles.

La sécurité alimentaire et la nutrition restent peu fiables ; les pratiques agricoles sont souvent non durables ; l'accès aux marchés est restreint ; et l'agriculture ne contribue que de façon relativement modeste au produit intérieur brut et à la réduction de la pauvreté nationale. Les ménages de producteurs familiaux n'ont pas réellement bénéficié des progrès des technologies agricoles.

Face à cette situation, la SAA a mis au point des services de vulgarisation et de conseil agricoles en guise de lien crucial au sein de la chaîne de valeurs agricole. Les plateformes d'apprentissage agricole qui font appel à des parcelles d'options technologiques, les démonstrations par bon destinées aux femmes, les parcelles de variétés communautaires, etc.



Les agricultrices hôtes d'une démonstration par bon destinée aux femmes (WAD) sur la culture d'arachides

sont en cours de mise en œuvre pour stimuler un changement de comportement au sein des premiers adhérents. Les capacités techniques des agriculteurs participants sont renforcées par une formation des formateurs (vulgarisateurs et animateurs villageois) et des agriculteurs.

2. Diversification de la base économique des petits exploitants grâce à l'autonomisation post-récolte et agro-industrielle :

les ménages d'exploitants familiaux gagnent principalement leur vie grâce à des activités agricoles mais celles-ci, à elles seules, ne leur apportent pas un revenu suffisant pour se nourrir suffisamment. Par ailleurs, les activités agricoles dans le Sahel occidental de l'Afrique sont caractérisées par leur saisonnalité, ce qui fait que les ménages doivent compter sur diverses options pour assurer leurs moyens d'existence à différentes époques de l'année.

La stratégie de la SAA en vue d'accroître les revenus et de diversifier les activités des producteurs familiaux est axée sur la promotion du développement d'entreprises spécialisées dans les systèmes post-récolte et agro-industriels. Cette stratégie implique des transferts technologiques, un appui entrepreneurial, un développement d'entreprises et des investissements dans les infrastructures.

La plupart des agriculteurs n'ont pas d'installations de stockage adéquates et utilisent des pesticides pour protéger les produits stockés. Des techniques de stockage améliorées, à l'aide de sacs hermétiques sans pesticides, ont été démontrées dans 39 villages pilotes, touchant 613 producteurs. La démonstration a fait participer aussi bien des agriculteurs que des agricultrices. Les démonstrations sont toujours en cours mais des progrès considérables ont été faits afin de sensibiliser les agriculteurs aux problèmes post-récolte.



Un groupe d'agricultrices du Mali découvrent les avantages de l'étuvage du riz dans le cadre du programme de post-récolte

Le besoin de produire des données sur les performances des technologies est crucial si l'on veut pleinement réaliser leur potentiel. Cela permettra aussi d'influencer les politiques générales de manière plus efficace. L'importance des alliances d'apprentissage doit être pleinement comprise pour permettre une diffusion efficace de l'information aux destinataires. Les services gouvernementaux ont également besoin d'être mobilisés.

Les principaux défis pour les distributeurs de sacs de stockage hermétiques dans le secteur privé concernent l'accroissement de la demande du marché par le biais de campagnes nationales de sensibilisation des consommateurs, l'établissement de réseaux de distribution ruraux efficaces, et l'obtention de crédit auprès de prestataires de services financiers et/ou grâce à des modalités innovantes avec les chaînes de valeurs.

Les centres d'échanges et de systèmes post-récolte, établis au départ pour offrir aux petits exploitants familiaux les capacités d'accéder à des services post-récolte et aux marchés, deviennent de véritables centres agro-industriels.

L'établissement d'un centre agro-industriel de transformation du manioc et d'un autre pour le millet/sorgho a été bien accueilli dans les deux communautés concernées.

3. Facilitation de l'accès au marché des petits producteurs

L'Afrique de l'Ouest est une région en pleine urbanisation, où le marché des denrées agricoles de base et l'agro-industrie acquièrent une importance croissante. Au Mali, les ménages des petits exploitants ont besoin de marchés pour répondre aux défis que soulèvent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction de la pauvreté au niveau du ménage et la croissance économique au niveau national. Toutefois, ni les marchés des intrants ni les marchés des produits ne fonctionnent bien pour eux en raison du faible engagement du secteur privé et d'un milieu qui ne favorise pas la participation des petits producteurs au marché.

Volume de céréales stocké, prix de vente et marges brutes réalisés au niveau du Centre d'échanges et de systèmes post-récolte (PH&TC).

Au niveau des PH&TC, le nombre de producteurs participants à des initiatives de commercialisation groupée et le volume de céréales vendu ont augmenté respectivement de 29 % et de 84,3 % entre 2012 et 2014. Les prix des céréales n'ont varié que de 2,6 % et cela affecte la marge brute.

	2012	2013	2014
Nombre de producteurs participants	542	555	701
Volume stocké (tonnes)	1049	1492	1933
Prix de vente moyen (FCFA/ kg)	119,44	107,25	122,5
Marge brute (FCFA/ kg)	16,11	6,66	21,11



Les activités de la SAA au Nigéria en 2015 ont été faméliques dans les États de Cross River, Benue et Ogun, mais des intrants (semences, herbicides, insecticides et engrais) ont été achetés et distribués à des agriculteurs des États d'Anambra et de Gombe. De fait, les activités ont été gravement entravées car le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural (MFADR) n'a pas débloqué les fonds pour les soutenir.

Le projet MARKETS II de l'USAID a continué de travailler avec la SAA comme prestataire de services, facilitant la création et l'immatriculation de groupements d'agriculteurs, le renforcement des capacités en dynamique de groupe, compétences de leadership et meilleures pratiques culturelles ainsi que les rapprochements avec des marchés fiables d'intrants et de produits.

Les activités d'un projet financé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ont été dopées par l'intégration du projet N2 Africa dirigé par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et le projet sur le soja du SARD-SC. Cela a donné lieu à une augmentation de la base de financement du projet et des objectifs de production.

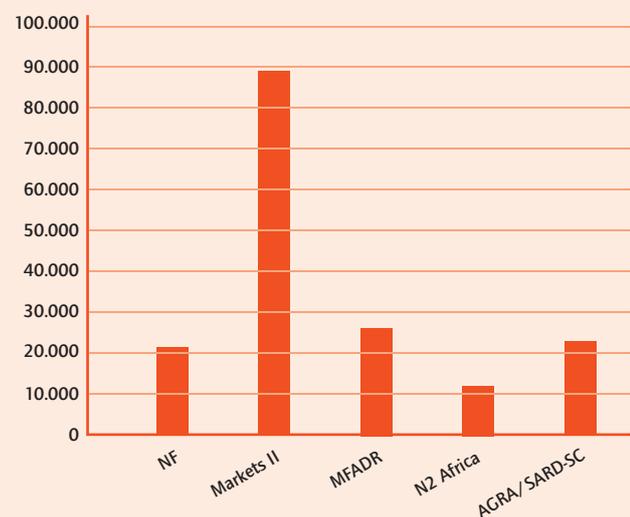
Les effectifs sont restés constants, mais la SAA a continué de recevoir des étudiants en provenance d'universités dans le cadre de détachements auprès de l'industrie.

Progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique durant 2012-16

Amélioration de la productivité agricole et vulgarisation

Entre 2012 et 2015, la SAA a mené des activités portant sur 873 parcelles d'options technologiques (TOP), 2.574 démonstrations destinées aux femmes (WAD) et 12.870 parcelles d'essai de production (PTP). De plus, 11.400 parcelles de démonstration ont porté sur le projet N2 Africa et 89.500 autres sur le projet MARKETS II de l'USAID. Plus de 197.000 producteurs ont été formés durant la même période (voir la Figure 1).

Fig 1: Nombre de producteurs formés par source de financement



Formation sur la précuisson améliorée du riz à Wasimi Ogun

Au Nigéria, 43.342 producteurs pauvres en ressources, notamment des femmes, ont été touchés par une intervention de la SAA.

Grâce à la SAA, on a constaté une hausse notable des rendements agricoles. Le rendement du maïs a augmenté à concurrence de 346,5 %, alors que le sésame, avec une hausse de son rendement de 64,7 %, était à l'autre extrémité de la palette.

Les producteurs ont apprécié l'utilisation d'engrais inorganiques, qui ont donné de meilleurs résultats et un rendement accru. D'après la communauté Ture-Okra de l'État de Gombe, l'utilisation simultanée d'engrais organiques et inorganiques sur les TOP et les WAD a augmenté la fertilité du sol.

Grâce à ses plateformes d'apprentissage agricole, la SAA a encouragé la propagation de nombreuses variétés améliorées de cultures, notamment l'arachide Samnut 24, le riz NERICA 8, le soja TGX 1448 et le maïs Sammaz 15.

Les recettes élevées du projet de maïs vert de MARKETS II de l'USAID ont encouragé une large adoption par les producteurs. Cela a fourni des revenus supplémentaires aux agriculteurs et réduit l'oisiveté durant la saison sèche.

Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

Les pertes post-récolte de céréales alimentaires dues à une mauvaise manutention, une détérioration ou une infestation par les ravageurs au Nigéria sont estimées à 25 %. La réduction de ces gaspillages moyennant une faible mise de fonds intéresse aussi bien les producteurs que les consommateurs. Pour réduire les pertes, les producteurs et les manutentionnaires doivent d'abord comprendre les facteurs biologiques et environnementaux qui engendrent la détérioration, ainsi que l'utilisation efficace de techniques post-récolte aisément disponibles qui retardent l'altération des aliments et préservent la meilleure qualité possible.

La SAA s'est procuré des technologies éprouvées, rentables et facilement accessibles et elle a validé, démontré et promu l'adoption de ces technologies par les petits producteurs. Cet effort a été appuyé par la formation des fabricants et des techniciens.

Parmi les technologies obtenues figuraient des batteuses, des nettoyeurs de semences, des râpes à manioc, des concasseurs à marteaux, des décortiqueuses, des rizeries et des extracteurs d'huile, qui ont été testés, parfois modifiés et par la suite promus pour être adoptés par les agriculteurs lors de démonstrations et en encourageant les entrepreneurs les plus prometteurs à s'improviser prestataires de services.

Pour promouvoir des produits de qualité et une génération de revenus, 23 centres agro-industriels ont été établis et renforcés, tandis que 57 prestataires de services ont bénéficié d'une formation en gestion d'entreprise et en opération/entretien des machines avant d'être mis en relation avec des fournisseurs de pièces détachées. Ceci leur a permis de fournir des services rémunérés.

Entre 2012 et 2015, un total de 26.604 petits producteurs, 57 techniciens, 1.491 formatrices et 3.882 agents de vulgarisation ont participé à des activités promotionnelles PRAI. La SAA a également diffusé des technologies de stockage auprès des producteurs comme alternative aux méthodes traditionnelles.

L'un des succès clés pour la SAA en 2015 a été la promotion de l'usage de graines de soja dans un condiment spécial appelé « daddawa », qui entre dans la préparation des ragouts dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Partenariats pour le développement

Il est vital d'aider les agriculteurs familiaux à devenir des producteurs à vocation commerciale par la fourniture d'aliments transformés et l'accès à des intrants de qualité est donc essentiel. Cela exige des investissements qui vont au-delà de l'exploitation pour toucher aussi l'entreposage, le transport, la transformation et la conservation des aliments transformés.

Les investisseurs du secteur privé ont plus de capitaux que les pouvoirs publics et disposent du savoir-faire requis tout au long de la chaîne de valeurs. Toutefois, les investisseurs agro-industriels au Nigéria ont besoin d'un soutien de la part des bailleurs de fonds et des pouvoirs publics pour leur donner confiance et les inciter à fournir des denrées et atténuer les risques.



Parcelle de multiplication communautaire des semences financée par le projet AGRA à Rimau, dans l'État de Kaduna

Les partenariats entre les secteurs public et privé sont nécessaires, tout particulièrement sur les marchés des intrants et des produits, la fourniture de services de vulgarisation de qualité et l'atténuation des risques tout au long de la chaîne de valeurs.

Récemment, les partenariats de la SAA avec le projet MARKETS II de l'USAID et avec l'AGRA ont donné lieu à une couverture plus vaste des clients, ce qui a sensiblement contribué à atteindre les cibles stratégiques. Des plateformes d'innovation établies dans le cadre du projet de l'AGRA ont persuadé les projets de N2 Africa et SARD-SC sur le soja d'intégrer les ressources de leur projet respectif dans celui de l'AGRA. Des ressources supplémentaires ont ainsi été mises à disposition, ce qui a permis de largement quadrupler les objectifs de production.

Ce partenariat trois-en-un offre une collaboration institutionnelle plus étroite et une optimisation des ressources. De ce fait, quelque 1.200 groupements de producteurs ont été mis en réseau et ont bénéficié d'une formation en entreprise et en compétences financières et managériales. 40 agro-distributeurs ont été formés en gestion d'entreprise, 20 agents de vulgarisation et 60 animateurs communautaires ont bénéficié d'une formation en production, en manutention post-récolte, en tenue des registres et en utilisation des technologies de l'information.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Le système de Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination de la SAA (SEA&D – thématique 5) est conçu pour fournir des données sur la réussite de la mise en œuvre des projets. Outre le suivi systématique des activités de terrain et des formations, la thématique SEA&D a dirigé un certain nombre d'études approfondies, y compris une sur l'impact du projet Innovation Fourrage de l'Institut international de recherche sur l'élevage/SAA dans l'État de Kano, une évaluation des plateformes de vulgarisation et d'apprentissage post-récolte (PHELP) dans l'État d'Adamawa et une enquête diagnostic sur l'appui du secteur privé à la fourniture de services de vulgarisation agricole au Nigéria, ainsi que des études sur la chaîne de valeurs du maïs et du riz dans l'État de Gombe.

Par ailleurs, sept projets d'articles sur les meilleures pratiques et les succès enregistrés ont été rédigés et seront publiés prochainement. En tout, 26 formations en interne et chez nos partenaires sur le renforcement des capacités ont également été organisées, tandis qu'une série d'outils de saisie des données a été mise au point et étudiée par les différentes thématiques.

Encore des efforts à fournir

Le moteur derrière l'élargissement du projet de la SAA Nigéria au cours des deux dernières années a été la cohésion de l'équipe et la volonté des instituts publics de vulgarisation de collaborer avec la SAA. Toutefois, il y a de graves lacunes dans la fourniture de services publics de vulgarisation, notamment du point de vue du financement et du personnel qualifié, et c'est ce qui a incité les bailleurs de fonds à intervenir. Il est indéniable qu'il y a encore beaucoup de choses que la SAA pourrait accomplir au Nigéria.



Zones d'exploitation et partenariats

Sasakawa Global 2000 Ouganda a travaillé dans 20 districts, son programme phare étant financé par la Nippon Foundation ; quant au projet d'organisations paysannes (OP), il a opéré dans sept districts. K+S GmbH Allemagne a été notre partenaire pour le projet Croissance pour l'Ouganda à Apac et à Dokolo, et nous avons travaillé avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) dans trois districts, où les Japan Overseas Cooperation Volunteers (JOCV) ont apporté des services conseils en matière de production rizicole. Parmi nos autres partenaires, on peut citer des compagnies semencières ; des sociétés d'achats de produits agricoles, des banques et Agrinet, qui fournit des informations de marché aux agriculteurs.

Amélioration de la productivité agricole (APA)

Les activités d'amélioration de la productivité agricole ont été mises en œuvre dans 10 districts, à commencer par une évaluation des besoins qui a permis d'identifier les cultures prioritaires (maïs, haricots, soja, arachides, sésame, millet, manioc et riz) ainsi que les besoins en matière de formation, de technologie et de conseils associés. Parmi les technologies suggérées figuraient celles permettant d'économiser la main-d'œuvre, telles que les râtaux-semoirs et la petite mécanisation (charrue à bœuf et petits tracteurs).

Les capacités de 96 vulgarisateurs (15 femmes et 81 hommes), 336 animateurs communautaires (168 femmes et 168 hommes), 26 négociants d'associations de produits de base (NAPB) et 1.958 producteurs (1.035 femmes et 923 hommes) ont été renforcées dans les domaines suivants : agronomie des cultures prioritaires ; concept de plateformes d'apprentissage agricole (PAA) ; analyse des marges brutes ; conservation du sol et de l'eau ; agriculture climato-intelligente ; production semencière ; utilisation sans danger des produits agrochimiques ; et gestion des ravageurs et des maladies. En tout, 3.870 adeptes ont assisté aux séances de formation. Plus de 50 % des agriculteurs ayant bénéficié de cette formation étaient des femmes.

Un total de 1.610 démonstrations a été déployé – 358 TOP, 1.074 WADS, 85 CVP, 93 jardins multiplicateurs de semences pour le riz NERICA4, le soja Maksoy 3N, et 204 hectares de NASE 14, une variété de manioc tolérante au virus de la mosaïque. Des coupes de manioc, récupérées dans près de 30 sites de multiplication, établis en 2013, ont profité à 116 agriculteurs, alors que 282 kg de semences de riz, 612 kg de fèves de soja et 126 kg de haricots étaient récupérés et transmis à 58 agriculteurs. En collaboration avec le CIMMYT et des compagnies semencières, les variétés de maïs tolérantes à la sécheresse ont permis de sensibiliser l'opinion grâce aux 95 parcelles de démonstration mises en place.

Un total de 4.500 manuels de formation ont été produits sur la production agricole, le concept de PAA et les bonnes pratiques culturelles. Par ailleurs, 100 livres de poche ont été distribués sur la nutrition des plantes et ainsi que 4.000 affiches sur les cultures.

Pour toucher beaucoup plus de producteurs, en partenariat avec un spécialiste en informatique, il a été mis en place une plateforme électronique de vulgarisation où les producteurs peuvent s'inscrire et consulter des conseillers agricoles. Dans



Agriculteur modèle sur sa parcelle de démonstration de maïs

le cadre du projet Croissance pour l'Ouganda, par le biais du Centre mobile de formation des producteurs (MFTC) et au moyen de supports audiovisuels, 13.744 producteurs (8.769 femmes et 4.975 hommes) ont été formés à différentes cultures le long des nœuds de la chaîne de valeurs et les NAPB ont vendu des intrants agricoles d'une valeur de 43.898 dollars US aux participants. Des vidéos didactiques à l'intention des agriculteurs sur les chaînes de valeurs du maïs, du riz, du sésame, du soja, du manioc, des arachides et des haricots ont été produites. Les méthodologies d'analyse du sol ont été harmonisées avec le Département des sciences du sol à l'Université Makerere de Kampala (MUK), l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) et le laboratoire CROPNUT à Nairobi. Sur la base des résultats, Savannah Commodities, un partenaire de SG 2000, démarrera une initiative de mélange d'engrais afin de confectionner des sacs à partir de 2 kilos adaptés aux besoins des petits producteurs.

Systèmes post-récolte et agro-industrie (PRAI)

Les pertes post-récolte et la piètre qualité des grains restent un défi chez les agriculteurs ougandais et donnent lieu à des pertes de revenu et d'éventuels effets nocifs sur la santé dus à la présence d'aflatoxines. Une étude sur les pertes post-récolte a été réalisée dans les districts d'Apac et Dokolo sous la direction du Prof. Kaaya Achileo, consultant principal. L'objectif premier était de quantifier et d'identifier les causes à l'origine des pertes post-récolte dans le cas du maïs, des haricots et du riz afin de compiler des statistiques sur les pertes réelles. Les résultats ont révélé que les pertes post-récolte pour le maïs, les haricots et le riz s'élevaient respectivement à 16,82 %, 16,43 % et 15,3 %. Parmi les principales causes figuraient les insectes, les rongeurs et les animaux domestiques/les oiseaux.

Des interventions afin d'améliorer la qualité des produits et la valeur ajoutée ont été menées dans 19 districts. Des démonstrations portant sur différentes technologies PRAI ont été réalisées à l'intention de 12.181 producteurs (1.598 femmes, 1.618 hommes et 965 jeunes), des vulgarisateurs et des négociants. De ce fait, 24 unités de matériel PRAI (un broyeur de manioc, deux égreneuses à maïs motorisées et huit égreneuses mobiles ; deux décortiqueuses d'arachides en bois

et trois motorisées, quatre concasseurs à marteaux et quatre treuils à maïs) ont été achetés par des particuliers en vue de prestations de services privés PRAI et 5.326 sacs et cuves de stockage hermétiques par les producteurs. L'utilisation de stockage hermétique a réduit les pertes post-récolte et permis aux agriculteurs de stocker leurs grains pendant plus d'un an sans subir d'infestations d'insectes durant l'entreposage.

Deux mille affiches sur les bonnes pratiques post-récolte et les procédures de contrôle de la qualité pour le maïs et le manioc, 200 exemplaires du manuel de gestion post-récolte du maïs et 6.500 prospectus de machine ont été produits et distribués auprès des vulgarisateurs, des chefs agricoles, des NAPB et des leaders communautaires. Une formation des formateurs (FdF) sur les bonnes pratiques post-récolte, le stockage ainsi que la détection et les risques associés aux aflatoxines, a été effectuée à l'intention de 208 vulgarisateurs et 179 agriculteurs hôtes, qui ont à leur tour formé 8.789 (4.045 hommes et 4.744 femmes) agriculteurs et négociants. En tout, 128 machinistes et prestataires de services privés ont été formés. Munyegera, l'un des fabricants associé au SG 2000, a agrandi son atelier et emploie actuellement 25 jeunes, dont deux ont monté leur propre atelier de chaudronnerie. Depuis 2011, Munyegera a fabriqué et vendu 416 machines à d'autres organisations – y compris USAID, le PAM, Aponye Uganda Limited, le Conseil est-africain des céréales et Dokolo Area Cooperative Enterprises.

Pour optimiser la valorisation, 20 groupes agro-industriels, comprenant 834 membres (72 hommes et 762 femmes) ont été formés aux bonnes pratiques en matière d'hygiène, de santé et de sécurité, de développement de produits et de compétences commerciales. Un agriculteur a acheté un four à charbon de bois afin de confectionner des confiseries.

Partenariats public-privé et accès au marché

Divers partenariats ont complété les efforts du SG 2000 afin de toucher toujours plus de producteurs. Parmi ceux-ci, on peut citer des banques, des négociants et Chemonics/USAID à Bugiri, avec la fourniture de 8.530 dollars US d'intrants ; ou l'Association nationale ougandaise des fournisseurs d'intrants agricoles (UNADA) qui a accordé 6.900 dollars pour la formation de 25 revendeurs d'intrants. Pour améliorer les débouchés, les interactions et les partenariats, deux ateliers ont été organisés dans le centre et le nord de l'Ouganda. Ils ont attiré 179 participants issus des différents maillons des chaînes de valeurs (négociants/NAPB, ONG, agrotransformateurs, institutions financières, agriculteurs, compagnies d'assurance, agents des pouvoirs publics et fournisseurs d'intrants agricoles).

En collaboration avec les banques et les agents de district, 746 agriculteurs (376 hommes et 370 femmes) ont été sensibilisés à l'alphabétisation financière, à la gestion des économies, aux programmes de prêts, aux services bancaires mobiles et à l'accès au crédit. Ceci a donné lieu à l'ouverture d'un compte par 55 associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA), tandis que 107 d'entre elles bénéficiaient de prêts d'une valeur totale de 152.453 dollars US.

Pour tenter d'établir des OP économiquement viables, une évaluation des besoins a été réalisée au niveau des OSCA (Centres associatifs multiservices) dans sept districts pour 94 groupes. Les principales conclusions ont révélé que l'action

collective et l'épargne étaient les principales raisons à l'origine de la création des OP. Des formations ont été organisées pour 175 chefs issus de 35 OP, sur la base des lacunes identifiées durant l'évaluation des besoins (piètre gestion/leadership, rôles conflictuels, épargne de groupe, groupements n'ayant pas de statut/constitution et peu d'initiatives commerciales). Des visites de découverte et d'apprentissage ont été organisées pour 90 leaders agricoles. Grâce à leur épargne, certains se sont depuis lancés dans des activités génératrices de revenus comme l'élevage de cochons, de volailles ou encore de vaches laitières.

Pour améliorer leurs affaires, sept OP ont démarré un fonds tournant pour doper les transactions et accroître les emblavures de certaines récoltes désignées. Des fournisseurs d'intrants ont été formés à une utilisation et à la manipulation sans risque de pesticides en collaboration avec l'Université Makerere, le fabricant de produits chimiques Twiga, l'UNADA et le MAAIF. Tous se sont immatriculés auprès de l'UNADA et ont obtenu un permis d'exploitation à l'issue d'une inspection de leurs locaux par le MAAIF.

Le modèle VSLA est extrêmement apprécié car l'épargne sert à l'achat de technologies PRAI, à l'expansion des entreprises agroalimentaires ainsi qu'à la garantie des prêts. En tout, 504 groupements ont économisé 663 751 \$. La responsabilité entrepreneuriale a augmenté chez les femmes et 85 % des postes de trésorier dans les divers groupements sont désormais occupés par elles.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Les efforts se sont axés sur les demandes prioritaires en matière de SEA&D tant pour des études approfondies que pour la couverture des sujets de base, l'évaluation des besoins, le suivi, l'apprentissage et le partage du savoir; par un retour d'information aux parties prenantes. Des données de référence ont été recueillies auprès de nouvelles zones d'intervention triées sur le volet dans trois districts et elles ont fait ressortir trois cultures prioritaires, à savoir les haricots (46 %), le maïs (18 %) et le soja (17 %). La majorité des chefs de ménage ont tiré leur revenu de la production agricole.

L'évaluation de l'effet démultiplicateur des WAD, et des TOP réalisés par les producteurs dans quatre districts a indiqué que, dans une campagne donnée, la diffusion du savoir et des compétences était importante, comme en témoigne le nombre moyen de bénéficiaires d'une formation par des agents de vulgarisation. Globalement, il y a eu plus de femmes formées, ce qui suggère des progrès intéressants vers la réalisation de l'objectif stratégique de la SAA visant à toucher davantage d'agricultrices.

L'évaluation de la formation à l'intention des vulgarisateurs a montré que la majorité des producteurs hôtes étaient capables de transmettre les compétences et le savoir acquis à d'autres producteurs, tandis que 80 % des agriculteurs interrogés se sont déclarés plus à l'aise à l'idée de former des collègues à l'utilisation d'engrais, à un espacement adéquat des semis et à une densité d'ensemencement correcte. Les résultats entre les différents districts ont aussi révélé que 97 % des vulgarisateurs considéraient la formation comme pertinente.

FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS DE LA SAA ET DE SAFE *US dollars*

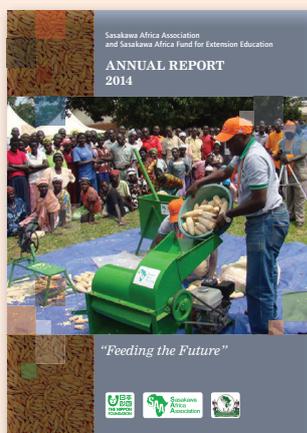
2014 (comptes vérifiés) et 2015 (comptes vérifiés)

Association Sasakawa pour l'Afrique	2014 (\$US)	2015 (\$US)
Budget approuvé	10.369.800	8.613.000
Dépenses effectives	9.856.392	7.974.489
Recettes effectives	4.275.809	2.086.879
Solde en clôture de l'exercice	17.294.041	11.460.477
Détail des recettes		
Subvention NF	0	0
Subvention FBMG (Éthiopie)	1.028.198	0
Subvention JICA (Éthiopie)	214.239	79.328
CIDA-CIMMYT (Éthiopie)	325.789	287.188
Subvention K+S Kali (Ouganda)	528.384	408.651
MFADR Nigéria (Nigéria)	967.485	8.192
PPAAO (Nigéria)	402.982	4.686
USAID/MARKETII (Nigéria)	182.649	606.054
Intérêts	2.897	2.260
Autres subventions	729.703	631.363
Autres	76.132	59.157
Détail des dépenses		
Programme-pays SG 2000		
Éthiopie	331.909	640.881
Mali	754.745	655.446
Nigéria	670.775	588.022
Ouganda	905.041	730.311
Programme thématique SG 2000		
Amélioration de la productivité agricole	269.120	72.721
Systèmes post-récolte et agroindustrie	310.129	340.254
Partenariat public-privé et Accès au marché	23.654	98.665
Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination	221.036	122.355
Programme de groupe		
BMGF	2.051.993	1.753.613
JICA	1.405.217	932.465
CIDA-CYMMYT (NUME)	267.707	274.496
K+S Kali	494.862	415.676
Nigéria FMARD	723.633	235.504
WAAPP	218.888	134.443
USAID/MARKETII	191.632	426.262
Autres (Éthiopie/Mali/Ouganda/Nigéria)	839.303	441.509

SAFE	2014 (\$US)	2015 (\$US)
Budget approuvé	2.375.000	2.435.000
Dépenses effectives	2.435.544	2.387.146
Recettes effectives	2.377.705	2.435.000
Solde en clôture de l'exercice	114.002	161.856
Détail des recettes		
Subvention NF	2.375.000	2.435.000
Autres	2.705	0
Détail des dépenses		
Administration	677.378	687.305
FBO project	570.231	630.298
Programme universitaire	218.507	166.132
Bourses	121.972	95.557
Winrock	419.814	436.904
Autres	415.292	370.950

Remerciements : Rédaction/Édition : Raitt Orr
Maquette et impression sous la direction de : B-Creative

PUBLICATIONS



Rapport Annuel 2014



Nourrir l'Avenir, Éthiopie 2015



Nourrir l'Avenir, SAFE 2015



Nourrir l'Avenir, Mali 2016

La SAA diffuse un certain nombre de publications, bulletins et vidéos dont vous trouverez la liste complète sur notre site web.



Des représentantes des associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) se réunissent dans le woreda d'Oromia Begi en Éthiopie

Genève

D@G – Dialogues Geneva
care of Jean F. Freymond
4 chemin des Pessules
1296 Coppet, Genève
Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

SAA and SAFE
5th Floor, Sasakawa Peace Foundation Bldg.,
1-15-16 Toranomom, Minato-ku,
Tokyo, 105-0001, JAPON
info@saa-safe.org

Addis Abeba

SAA and SAFE
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRwelamira@saa-safe.org



« *Nourrir l'avenir* »

Visitez le site web de la SAA : www.saa-tokyo.org

